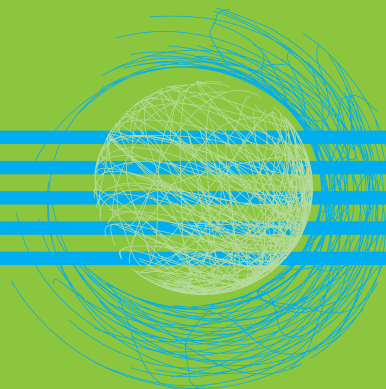




*Empowered lives.
Resilient nations.*



Guide de Pratiques

Coopération Décentralisée, Eau et Assainissement



SOLIDARITÉ GLOBALE POUR L'EAU

Guide de pratiques sur
la coopération décentralisée,
l'eau et l'assainissement

Droits d'auteur © 2013 par
le Programme des Nations Unies pour le développement
Bureau de représentation de Genève
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche documentaire ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit: électronique, mécanique, par photocopie ou autres, sans l'autorisation préalable du PNUD.

Dégagement de responsabilité

Les désignations des localités géographiques contenues dans cette publication ainsi que les informations présentées et leur format ne présupposent aucun jugement de la part de l'éditeur ou des organisations participantes quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Crédits Photos

© Amiaque: p.28, 46
© ART Liban: p. 45
© GRET: p. 49
© Secrétariat du GWS: p. 7, 19, 29, 35, 48, 57, 58, 60, 61, 62, 71, 78
© PROTOS: p. 53, 68, 70
© Eauservice Lausanne: p. 56
© Eau Artois Picardie: p. 55
© WRF: p. 44, 49

Contacts:

Solidarité globale pour l'eau (Global Water Solidarity)
Programme des Nations Unies pour le développement
11-13 chemin des Anémones
1219 Châtelaine
Genève, Suisse
www.undp.org/geneva/watersolidarity

Jean-Philippe Bayon, Expert
Tél: +41 22 917 8559
jean-philippe.bayon@undp.org

Ivan Draganic, PNUD, Spécialiste de programme
Tél: +41 22 917 8268
ivan.draganic@undp.org

Secrétariat du GWS
Tél: +41 22 917 8768
Intern1.hub@undp.org

Remerciements

Aux pays, réseaux et acteurs de la coopération décentralisée activement engagés auprès de Solidarité globale pour l'eau de l'Initiative ART.

À Solidarité globale pour l'eau et à l'Initiative ART.

Aux coordinateurs et responsables des programmes ART ainsi qu'à leurs équipes.

Aux membres, experts et collaborateurs internationaux de Solidarité globale pour l'eau.

Au Bureau des relations extérieures et du plaidoyer (BERA) du PNUD à New York.

Au Bureau des politiques de développement du PNUD (BDP) à New York.

Au bureau du PNUD à Genève.

Table des matières

Liste d'acronymes	6
Avant-propos	9
Sommaire	15
I. L'eau et le développement	21
GWS et ART: deux outils complémentaires	26
II. Qu'est Solidarité globale pour l'eau?	31
III. Les trois piliers de Solidarité globale pour l'eau	41
GWS en tant que plateforme institutionnelle d'articulation	44
GWS en tant que centre de connaissances	50
GWS en tant qu'agent pour une collecte de fonds innovatrice et pour la sensibilisation	55
Premiers résultats : le Maroc et l'El Salvador	58
Conclusion	62
IV. La valeur ajoutée de Solidarité globale pour l'eau	65
V. Joindre les efforts internes : Solidarité globale pour l'eau et l'Initiative ART	73

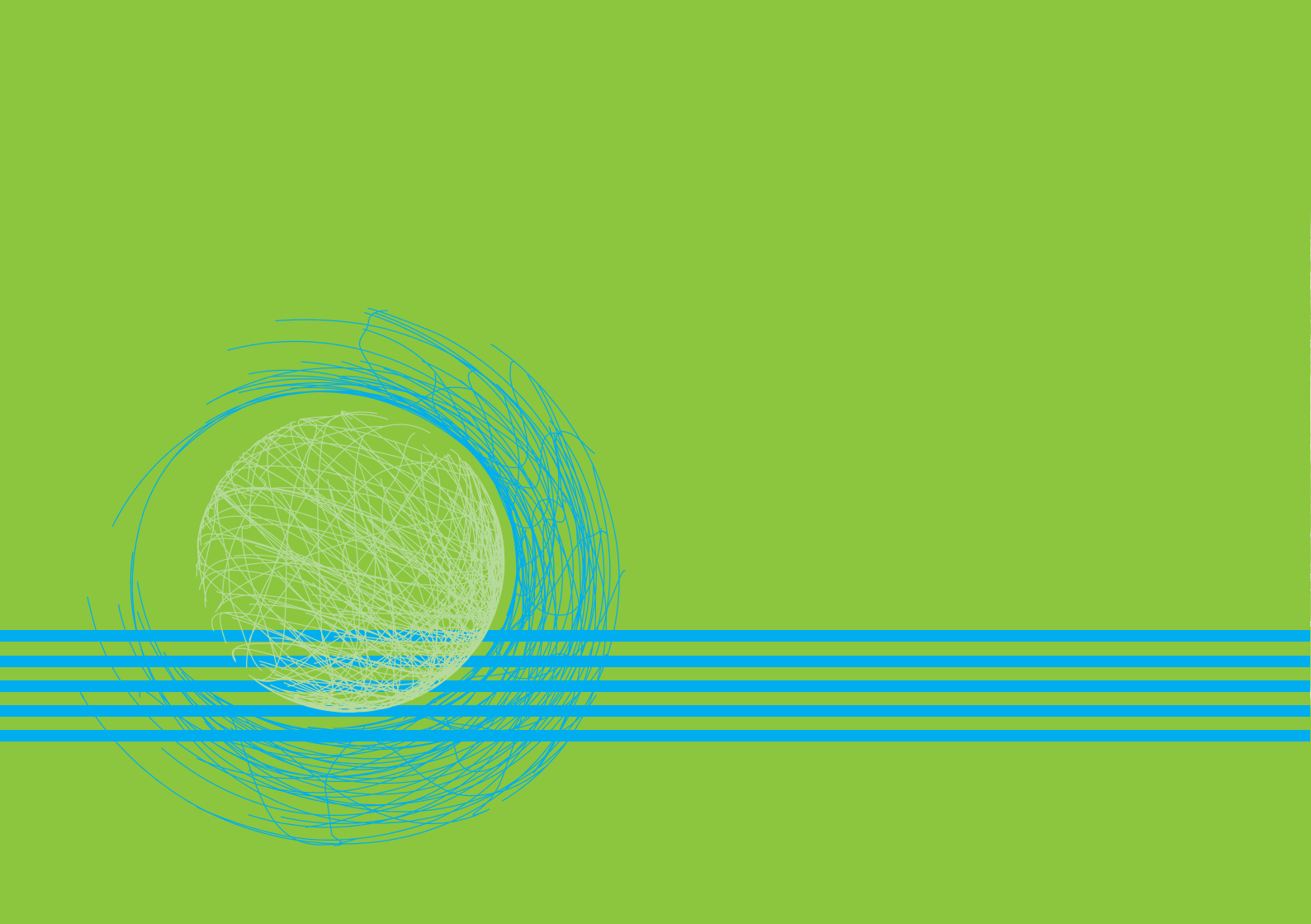
Liste d'acronymes

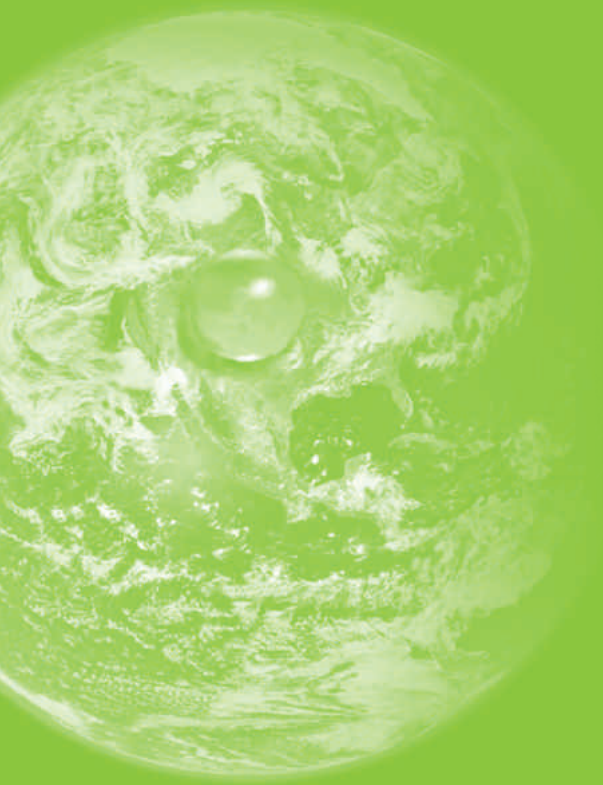
ALR	Autorités locales et régionales
ART	Articulation des réseaux territoriaux pour le développement humain durable
CD	Coopération décentralisée
CGLU	Cités et gouvernements locaux unis
DDC	Direction du développement et de la coopération suisse
DHD	Développement humain durable
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
GWS	Solidarité globale pour l'eau (d'après les sigles en anglais)
GIRE	Gestion intégrée des ressources hydriques
ISW	International Secretariat for Water (Secrétariat international pour l'eau)
NPL	Société des Eaux de Vientiane
NWP	Netherlands Water Partnership (partenariat néerlandais pour l'eau)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé

ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
SIG	Système d'information géographique
SIGE	Service intercommunal de gestion
SEDIF	Syndicat des eaux de l'Île de France
WSA	Water and Sanitation for Africa (Eau et assainissement pour l'Afrique).



Station d'épuration dans la région de L'Oriental, Royaume du Maroc (2013).





Avant-propos

La coopération solidaire décentralisée pour assurer la sécurité de l'eau dans le monde

L'eau est aussi essentielle au développement qu'à la vie. Elle est au centre du Développement humain durable (DHD) dans ses trois dimensions (sociale, économique et de l'environnement). Heureusement, l'accès à l'eau est devenu une priorité pour les interventions de coopération au développement, surtout grâce aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), paradigme dominant et cadre organisateur de la coopération au développement depuis une décennie. Quoiqu'au début, l'eau avait été quelque peu sous-estimée et reléguée sous le septième objectif (garantir la durabilité de l'environnement), l'accès à l'eau et l'assainissement sont désormais à la tête des efforts pour le développement. Après les Forums mondiaux pour l'eau de Kyoto (2003), Mexique (2006), Istanbul (2009) et Marseille (2012), plusieurs concepts se sont imposés et consolidés au fil des années, préparant le terrain pour une utilisation de l'eau soutenable : le besoin de droits nationaux sur l'eau, le droit de tous les citoyens

d'accéder à l'eau potable et aux services d'assainissement, le besoin de coordonner la gestion de l'eau au niveau des bassins et la nécessité de trouver un système permanent de financement pour l'eau.

Pour que les questions en matière d'eau soient abordées dans le cadre de développement post-OMD, la Suisse a codirigé, avec la Jordanie, le Mozambique, les Pays Bas et le Libéria, les consultations thématiques globales sur l'eau. La Suisse et plusieurs pays prônent l'inclusion d'un objectif spécifique pour l'eau dans l'agenda du développement post-2015, parce qu'il n'est pas suffisant de considérer l'eau comme un simple secteur transversal. Un objectif tel que celui ci doit faire référence à un monde dont la sécurité en eau est garantie, d'après la définition de l'Organisation des Nations Unies (ONU) comme « la capacité d'une population de garantir un accès soutenable à des quantités adéquates et de qualité acceptable d'eau,

pour soutenir les moyens de vie, le bien-être humain et le développement socioéconomique, afin de se protéger contre les maladies portées par l'eau et des désastres liés à l'eau et pour préserver les écosystèmes dans un climat de paix et de stabilité politique ». Par conséquent, il est primordial que cet objectif unique en matière d'eau aborde trois lignes d'action : une eau potable sûre et soutenable, l'assainissement et l'hygiène pour tous, une gestion durable des ressources humaines pour satisfaire les besoins humains tout en respectant les exigences des écosystèmes et une gestion des eaux résiduelles sur la base de réduction/omission, traitement et réutilisation/décharge.

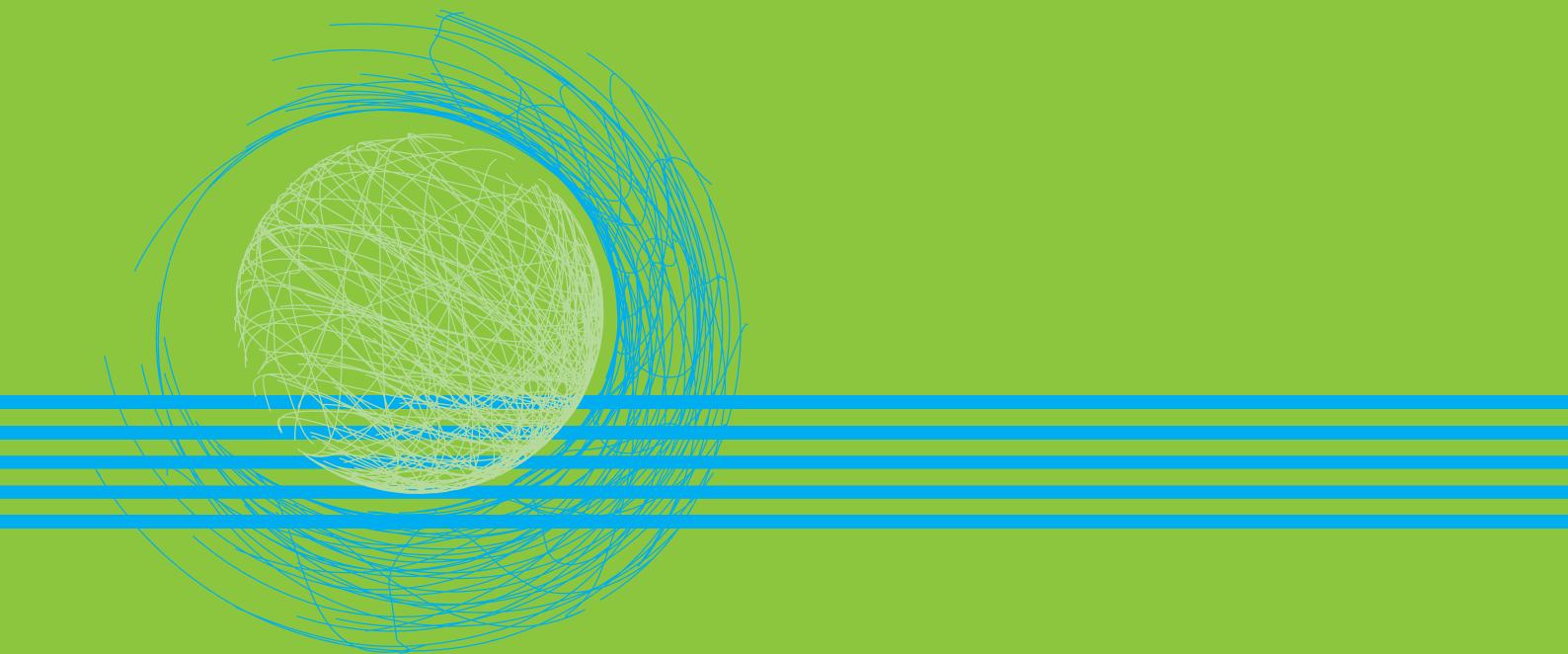
Les autorités locales doivent jouer un rôle important dans la contribution aux objectifs de développement en général et à la sécurité de l'eau en particulier. C'est pourquoi un monde où la sécurité de l'eau est assurée n'est possible qu'avec la collaboration des autorités locales et l'implication et l'autonomisation des communautés. Cette évolution est la conséquence de la capacité unique des autorités locales d'être à l'écoute des besoins de leurs territoires

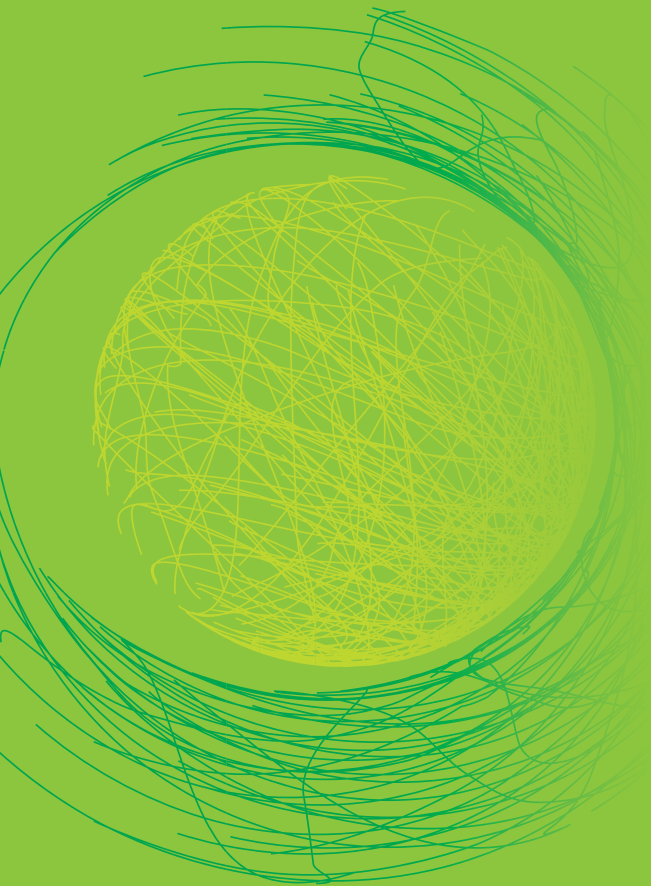
et d'échanger le savoir, l'expertise et les ressources économiques pour répondre aux besoins locaux les plus urgents en matière d'eau et d'assainissement. Dans ce sens, plusieurs pays européens appliquent des cadres législatifs spécifiques ou bien ont initié des résolutions qui autorisent les autorités locales et les fournisseurs d'eau à allouer des fonds solidaires provenant de leurs ressources économiques directes aux interventions de coopération internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Cette contribution devrait offrir à tous les pays l'occasion de s'impliquer davantage dans le domaine de l'eau : en effet, l'eau est autant un besoin individuel qu'une responsabilité collective. Idéalement, ce mécanisme devrait s'étendre à tous les pays développés et aller au delà de la solidarité économique, en incorporant le transfert de compétences techniques pour l'exécution de projets d'eau et d'assainissement.

En outre, la solidarité pour l'eau ne se limite pas aux collaborations nord-sud mais comprend aussi les mécanismes locaux, puisque plusieurs villes ont mis en place des systèmes de solidarité où les consommateurs

peuvent contribuer à assurer l'approvisionnement en eau dans les quartiers en voie de développement de leurs propres villes. Il ne fait aucun doute que ces expériences doivent être encouragées. Malgré ses complexités et la diminution des ressources économiques au niveau global, cette modalité de coopération est nécessaire afin d'aborder les défis de l'eau et de l'assainissement. Si nous pouvons joindre une prise de conscience plus répandue avec une amélioration de la gouvernance des partenariats de solidarité à tous les niveaux (local, national et international), cet objectif peut être atteint. À cet égard, la plateforme internationale du PNUD Solidarité globale pour l'eau a déjà fait des grands pas en avant en promouvant des partenariats de coopération décentralisée pour l'accès à l'eau et pour l'assainissement. Il faut saisir, développer et capitaliser l'opportunité de joindre nos efforts, afin de contribuer collectivement à garantir la sécurité de l'eau dans le monde.

François Münger,
Directeur du Programme Global initiatives pour l'eau
(Global Programme Water Initiatives)
Direction du développement et de la coopération suisse
(DDC)





Sommaire

Sommaire

Les partenariats innovateurs entre les acteurs de coopération décentralisée se sont révélés particulièrement efficaces dans les efforts pour l'accès universel à l'eau et l'assainissement (OMD 7-C). Donnant suite à son engagement à soutenir la coopération décentralisée (CD) à travers l'initiative ART, le PNUD, en collaboration avec plusieurs fournisseurs d'eau et autorités locales, a établi un programme thématique consacré à l'eau et à l'assainissement: la plateforme internationale Solidarité globale pour l'eau (GWS, d'après ses sigles en anglais).

GWS se veut une plateforme pour la gestion locale de l'eau qui assure l'intégration des cadres techniques proposés dans les processus de DHD.

GWS permet l'identification des demandes locales et les fait correspondre avec l'offre des partenaires décentralisés. La Plateforme promeut et institutionnalise l'articulation entre et à travers les différents niveaux d'action (global, national et local).

GWS systématise et s'appuie sur les solutions et les meilleures pratiques existantes et facilite une participation plus active des acteurs locaux dans la planification, prestation et suivi de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Par ailleurs, GWS consolide les connaissances et les expériences accumulées au fil des années pour faciliter la coopération technique et les échanges entre les parties prenantes à niveau local. De cette façon, GWS contribue à une meilleure reddition de comptes et à plus d'appropriation de la part des acteurs de développement. Ceci, à son tour, permet des processus de développement plus transparents. En fin de compte, ces efforts créent une communauté de pratiques provenant de la CD en matière d'eau et d'assainissement.

En tant qu'intermédiaire de connaissances et d'expériences locales, GWS vise à renforcer la prestation de services adaptés de la part du PNUD, afin de satisfaire les différents besoins locaux et nationaux en eau et en assainissement.

Toutes les interventions de GWS visent à appuyer les plans territoriaux intégrés, ce qui réduit la fragmentation et le

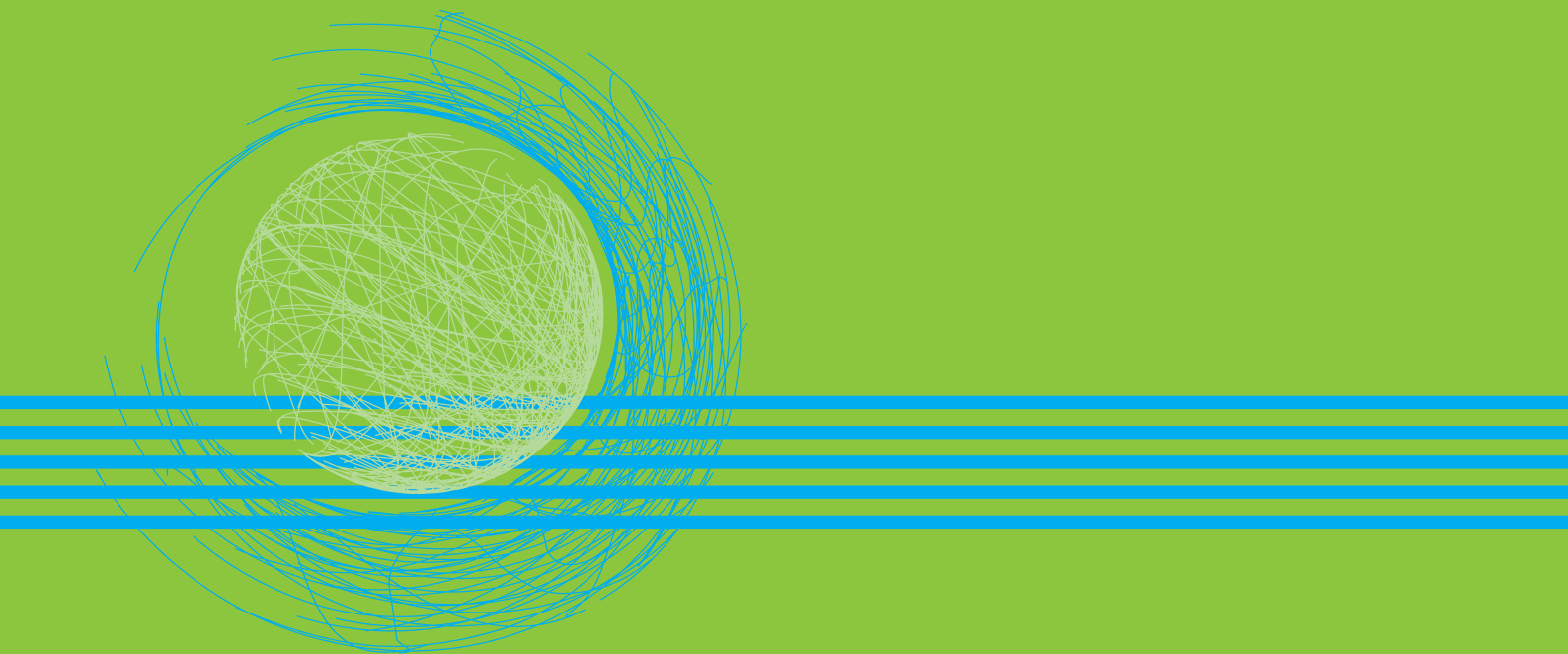
Solidarité globale pour l'eau – Guide de pratiques

chevauchement des programmes en eau et assainissement et augmente l'impact et la soutenabilité des efforts vers le DHD. Le transfert décentralisé des compétences techniques crée aussi plus d'opportunités pour les autorités locales, les gouvernements nationaux, les agences publiques spécialisées, les institutions privées et les organisations de la société civile actifs dans ce secteur.

Cette ligne d'action proposée vise à toucher toutes les parties décentralisées concernées, les membres et les partenaires de GWS et les institutions financières souhaitant se joindre à nos efforts pour atteindre l'accès universel à l'eau et l'assainissement.



Rivière du Torola dans la région de Morazán, El Salvador





L'eau et le développement

1

I – L'eau et le développement

Ce n'est pas par hasard que ce guide de pratiques sur la coopération décentralisée, l'eau et l'assainissement de GWS, développé en collaboration avec l'Initiative ART (Articulation des réseaux territoriaux pour le développement humain durable) a été élaboré au cours de l'année 2013. Déclarée par l'ONU année de la Coopération pour l'eau dans le cadre de la décennie internationale d'action « l'eau, source de vie » 2005 – 2015, cette année a été vouée à la coopération globale sur l'eau, ce qui a permis une prise de conscience mondiale sur l'importance de l'accès à l'eau potable. GWS, en sa qualité de plateforme principale du PNUD pour la promotion de la CD dans ce domaine, a participé activement à ces efforts, soutenant l'idée que la coopération est indispensable à la réalisation des objectifs de ce secteur et que les interventions pour l'eau et l'assainissement doivent former part d'un effort coordonné, multi-acteur, pluri-niveaux et multisectoriel qui prend en considération les dimensions sociales, économiques et de l'environnement du DHD. Une approche territoriale intégrale et inclusive qui articule entre les acteurs de coopération (aux niveaux local, national et global) et à travers les secteurs

En bref:

- Malgré les progrès considérables vers le OMD 7-C, plus de 750 millions de personnes dans 43 pays souffrent encore d'un accès incertain ou inexistant à l'eau.
- D'ici à 2025, 1.8 billion de personnes résideront dans des pays ou des régions souffrant de manque d'eau, et deux tiers de la population mondiale pourraient vivre dans des conditions de stress hydrique.
- L'Organisation mondiale de la santé estime que 3,900 enfants meurent par jour à cause de l'eau sale.
- L'absence d'assainissement est la première cause mondiale d'infections.
- Environ 88% de décès dus à la diarrhée des enfants de moins de cinq ans sont en rapport avec l'eau.
- Bien que 89% de la population mondiale a amélioré son accès à l'eau en 2010, en 2015 plus de 600 millions de personnes n'auront toujours pas accès à l'eau potable.
- Environ 2.6 billions de personnes (soit 42% de la population mondiale) n'a pas accès à l'assainissement de base.

du développement, permettra d'atteindre des résultats de développement durables. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, parce que l'eau est intimement liée à tous les objectifs de développement : l'accès à l'eau, ou son absence, est en corrélation directe avec les indicateurs de sécurité politique, de développement économique, de santé, d'éducation, de sécurité alimentaire, d'égalité de genre et de pauvreté.

« Atteindre les objectifs de l'eau et de l'assainissement déclencherait un saut qualitatif pour le développement humain. » (PNUD)

Étant donné ces liens complexes, l'eau devrait devenir un élément transversal et généralisé des initiatives de développement, soigneusement intégré aux plans de développement territoriaux.

Le PNUD suit l'approche du droit de l'homme à l'eau, se basant sur la résolution de l'assemblée générale de l'ONU de 2010 sur le droit humain basique d'avoir accès à l'eau potable et à l'assainissement. La résolution invite les États et les organisations internationales à assurer les ressources

financières nécessaires, à développer les capacités et à transférer la technologie, particulièrement aux pays en développement, ainsi qu'à intensifier les efforts pour assurer l'assainissement et l'accès à une eau potable, propre et abordable (résolution 64/292).

L'eau et son effet sur les OMD

- **ODM 1:** L'accès à l'eau pour l'utilisation domestique et productive (agriculture, industrie et autres activités économiques) a un impact direct sur la pauvreté et la sécurité alimentaire.
- **ODM 2:** L'incidence d'événements catastrophiques mais récurrents, comme les sécheresses, interrompt la réussite éducative.
- **ODM 3:** L'accès à l'eau, particulièrement dans les cas de pénurie de l'eau, a des implications importantes sur les questions de genre, ce qui affecte le capital social et économique des femmes en leadership, en revenus et en opportunités de réseautage.
- **ODM 4 et 5:** Les programmes pour une gestion

équitable et fiable des ressources en eau réduisent la vulnérabilité des personnes pauvres aux bouleversements, ce qui leur assure des moyens de subsistance plus sûrs et productifs qui peuvent être utilisés en faveur de leurs enfants.

- **ODM 6 :** L'accès à l'eau et la gestion des eaux résiduelles des établissements humains réduit le risque de transmission des maladies portées par les moustiques, comme le malaria ou la fièvre dengue.
- **ODM 7 :** Le traitement adéquat des eaux résiduelles contribue à diminuer la pression sur les ressources d'eau potable, ce qui aide à protéger la santé humaine et l'environnement.
- **ODM 8 :** La problématique de la pénurie de l'eau nécessite renforcer la coopération internationale dans le domaine de la technologie pour améliorer la productivité de l'eau et les opportunités de financement et conduire à un environnement qui favorise le partage des bénéfices de la gestion de la pénurie de l'eau.

<http://www.un.org/waterforlifedecade/scarcity.shtml>

(traduction libre de l'anglais)

Le PNUD reconnaît les liens explicites entre l'eau et le développement et recommande que les besoins relatifs à l'eau deviennent un point central de l'agenda post-2015 ; en effet, les défis majeurs de l'eau devront éclairer le nouveau cadre de développement (Petra Lantz, directrice du Bureau de représentation du PNUD à Genève, durant l'atelier de travail de GWS tenu à Genève en mai 2013).

D'un point de vue opérationnel, le PNUD s'efforce d'autonomiser les communautés locales dans la planification et l'administration de l'eau à travers une gestion de l'eau participative au niveau communautaire. Son engagement à assurer l'accès à l'eau et l'assainissement est reflété dans des programmes divers dont MDG GoAL-WaSH, Community Water Initiative (l'initiative communautaire pour l'eau), Every Drop Matters (chaque goutte compte), Gender and Water (genre et eau), Human Rights Based Approach (approche basée sur les droits de l'homme) et bien d'autres, tous conçus pour promouvoir et faciliter l'accès à l'eau et l'assainissement en tant que condition préalable au développement humain.

Le PNUD a consolidé cet engagement en 2011, menant un groupe de 25 institutions (dont des autorités locales,

régionales et nationales, ainsi que des organisations internationales et multilatérales, des opérateurs de l'eau, des ONG, des organisations privées et des personnalités publiques) pour créer un nouvel outil global consacré à la promotion de la CD dans le domaine de l'eau et de l'assainissement: la plateforme internationale Solidarité globale pour l'eau. Le PNUD souhaite intensifier ses efforts dans ce domaine et consolider GWS afin de mieux communiquer les principes et les résultats de la Plateforme, élaborer de nouveaux cadres de coopération, proposer des mécanismes de financement plus efficaces et innovants, promouvoir des méthodologies inclusives et participatives intégrées dans les exercices de planification locale, identifier des approches innovatrices pour la coopération dans le domaine de l'eau et en fin de compte, influencer plus directement les politiques nationales sur l'eau. Les synergies dynamiques générées visent à appuyer les autorités locales et régionales (ALR) dans leurs efforts pour garantir l'accès à l'eau et l'assainissement, améliorant ainsi la qualité de vie de leurs communautés et contribuant à leurs objectifs de développement.

GWS et ART : deux outils complémentaires

Certainement, ce choix stratégique est en partie dû aux changements subis par le monde du développement durant les deux dernières décennies, dont la prolifération des acteurs et l'émergence des ARL comme acteurs principaux pour l'identification, la planification et la direction des processus de développement local. Le PNUD, conscient de l'importance du niveau infra-étatique et de la nécessité de changer le paradigme de développement d'une approche descendante (*top-down*), soit de donneurs-bénéficiaires, vers une perspective ascendante (*bottom-up*), soit de partenaires-collègues, a intégré ART dans ses stratégies corporatives sur le développement local. Effectivement, ART est devenu un outil-plateforme à l'efficacité prouvée dans l'évaluation de l'importance stratégique des villes, des municipalités, des régions et de la société civile, dans la promotion de leur implication harmonisée dans le cadre des processus priorités par les pays et dans l'impulsion de dialogues enrichissants entre territoires. À travers ART, le PNUD s'est engagé dans un partenariat stratégique avec les acteurs de la CD dans plusieurs domaines thématiques. GWS mise sur cette approche et travaille en complémentarité

avec ART, rassemblant les acteurs dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

ART est le point d'entrée principal pour les acteurs de développement (décentralisés ou multilatéraux) souhaitant augmenter l'impact et l'efficacité de leurs interventions au niveau local à travers le cadre multilatéral. Par conséquent, GWS peut devenir un « promoteur de synergies pour l'eau »

Qu'est ce que la coopération décentralisée ?

ART et GWS conçoivent la CD dans son sens large et inclusif, où les gouvernements locaux et régionaux, la société civile, les ONG, le secteur privé et le monde académique travaillent avec leurs contreparties dans des pays tiers pour avancer vers le DHD. Par définition, la CD répond aux besoins identifiés et formulés localement et place les ALR au devant de leurs propres processus de développement.

L'action conjointe des ALR du nord et du sud débouche ainsi sur des relations à long terme entre deux ou plusieurs communautés. La CD se concentre sur l'échange du savoir faire, l'appui institutionnel et

la formation, avec par exemple deux autorités locales qui développent une coopération spécifique afin de partager leurs expériences sur la gestion locale et le développement local. Cette modalité encourage le dialogue entre les territoires et par conséquent, des relations plus égales et des échanges mutuellement enrichissants.

Les partenaires de la DC travaillent de façon coordonnée et complémentaire à travers les réseaux ART depuis six années. La richesse de leurs expériences, bonnes pratiques et innovations est mise à la disposition des pays partenaires à travers les Programmes Cadre Pays d'ART.

La modalité de CD représente la capacité caractéristique d'ART à faciliter des liens locaux en appui au développement local en général et, à travers le GWS, au développement dans le domaine de l'eau en particulier.

« La coopération décentralisée est une 'coopération à la demande' et commence toujours avec l'expression de besoins par le sud. »

en formant partie du cadre ART, qui met son ample réseau de partenaires, alliances consolidées, réservoir de produits de connaissances, expertise et outils et mécanismes opérationnels au service des objectifs de l'eau et de l'assainissement.

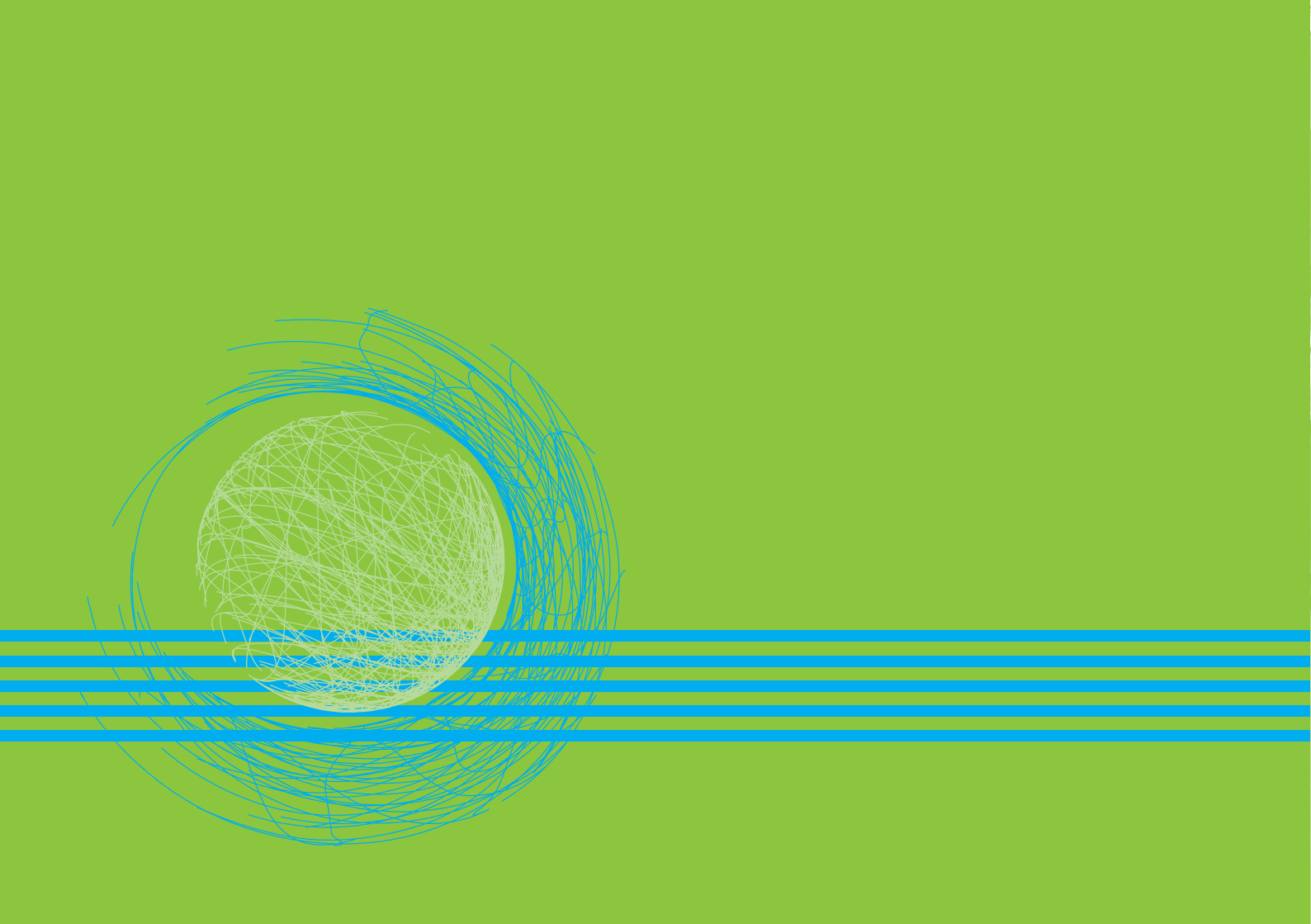
Tirer profit des complémentarités et combiner les connaissances et les ressources existantes de deux plateformes internes est un exercice pertinent et opportun, surtout dans le difficile contexte international actuel, afin de répondre aux appels en faveur d'interventions plus coordonnées, harmonisées et alignées. Ceci représente aussi une valeur ajoutée avec un immense potentiel d'« effet levier » et une opportunité qui devrait être saisie.



Femme sénégalaise puisant de l'eau d'une source nouvelle.



Station d'épuration à Nador, Royaume du Maroc (2013).



Qu'est Solidarité globale pour l'eau ?

2



II. Qu'est Solidarité globale pour l'eau?

Soutenus par une coalition active de partenaires de développement pour l'eau et par des mécanismes de coopération testés et innovateurs, les acteurs infra-étatiques ont un rôle primordial à jouer en ce qui concerne les défis que pose l'amélioration de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement (MDG 7-C).

Membres fondateurs de GWS

L'agence basque de l'eau
BothEnds
Le ministère français des Affaires étrangères
International Office for Water (Bureau international pour l'eau)
Le Secrétariat international pour l'eau
Le Syndicat des Eaux de l'Île de France (SEDIF)
Netherlands Water Partnership (Partenariat

néerlandais pour l'eau –NWP, d'après les sigles en anglais)

PROTOS

pS-Eau

Sahara and Sahel Observatory (Observatoire du Sahara et du Sahel)

Service Intercommunal de Gestion (SIGE)

Solidarit'eau

Direction du développement et de la coopération suisse (DDC)

Cités et gouvernements locaux unis (CGLU)

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Vitens-Evides

Water and Sanitation for Africa (Eau et assainissement pour l'Afrique –WSA, d'après les sigles en anglais)

Waterlex

Water Right Foundation (Fondation droit à l'eau)

« Objectif 7-C : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base. »

Grâce à leur proximité des communautés locales et à leur connaissance profonde de leurs territoires, les ALR ont développé des solutions innovantes et des bonnes pratiques qui leur ont permis de surmonter maints défis techniques, politiques et financiers. En outre, leur savoir faire, expertise et ressources techniques et financières peuvent contribuer à combler le déficit de financement qui affaiblit les interventions dans le domaine de l'eau.

Afin de tirer profit de cette expertise locale unique et de combler ce déficit financier, le PNUD, à travers son bureau de représentation à Genève, a lancé officiellement la plateforme internationale Solidarité globale pour l'eau durant le sixième Forum mondial de l'eau tenu à Marseille en 2012. Le mandat de la Plateforme est celui de soutenir la réalisation de l'ODM 7-C et de mettre en œuvre la résolution 64/292 de l'assemblée générale de l'ONU, à travers la promotion de partenariats de CD en matière d'eau et d'assainissement.

Fort de ses 20 membres fondateurs et des 40 signataires de sa Charte, GWS mise sur les expériences pionnières au niveau national et régional, comme la loi Oudin-Santini¹ française, la loi « Motje Koppejan » néerlandaise, Solidarit'eau en Suisse, le « canon del agua » espagnol et les initiatives italiennes et belges. Avec le support stratégique d'ART, le point d'entrée principal du PNUD pour les partenariats de CD, la valeur ajoutée de GWS réside dans sa capacité innovatrice de construire un réseau de partenaires pour l'eau et l'assainissement afin de promouvoir les échanges de connaissances et de bonnes pratiques et de mobiliser plus d'alliances décentralisées, et donc des mécanismes innovateurs de collecte de fonds, aux niveaux régional, national et global.

1 La loi Oudin-Santini fut introduite en France le 9 février 2005. Cette loi permet aux gouvernements locaux ou aux associations responsables des services en eau et assainissement d'allouer un pour cent de leur budget d'eau et assainissement pour des projets mis en œuvre à travers leurs contreparties au sud, comme les gouvernements locaux ou les fournisseurs de services d'eau et d'assainissement. Cette loi a facilité la systématisation de la coopération décentralisée et renforcé les initiatives existantes. Elle a aussi eu un effet de levier financier, en mobilisant le support d'institutions privées et du ministère des Affaires étrangères.



Réunion annuelle de Solidarité globale pour l'eau, accueillie par Water Right Foundation en Florence, Italie (2012).

En sa qualité de réseau spécialisé pour les « alliances de l'eau », GWS est aussi un groupe de réflexion qui contribue à identifier les questions émergentes du développement local, en proposant des idées et des options pour l'agenda de développement post-2015. Il ne fait pas de doute que GWS est capable de canaliser l'immense savoir des partenaires

Cadre fondateur de GWS

1. MDG 7-C.
2. Résolution de l'assemblée générale sur l'accès de l'eau en tant que droit humain de base.
3. Principes de l'efficacité de l'aide: les déclarations de Rome (2003) et de Paris (2005), l'Agenda d'action d'Accra (2008) et la déclaration de Busan (2011).

décentralisés pour enrichir les processus nationaux et corporatifs en matière d'eau et d'assainissement. Pour ce faire, GWS a encouragé ses membres à partager et disséminer leurs contributions et expériences au niveau local, là où le développement change vraiment les choses.

Depuis sa création, GWS a prôné les partenariats innovateurs, étendu les alliances de coopération existantes et compilé des produits de connaissance qui ont abouti à ce guide de pratiques. GWS a aussi présenté les principes de coopération décentralisée lors de grands forums internationaux, a promu le débat sur l'eau au niveau

national et international et a facilité l'élaboration participative d'une charte qui engage ses signataires à développer et promouvoir les partenariats de CD. La Plateforme s'est aussi activement impliquée dans la recherche de financements et de levées de fonds innovateurs et dans la promotion des échanges de connaissance et d'expertise dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Par ailleurs, avec ses partenaires, GWS a aussi prôné l'inclusion du concept des partenariats innovateurs pour la solidarité décentralisée dans les agendas de plusieurs réunions internationales sur l'eau, dont le sixième Forum de l'eau (Marseille, 2012), le Salon euro-africain de l'eau et de l'énergie (Bamako, 2011), la Semaine mondiale pour l'eau (Stockholm, 2011 et 2012), Water and Sanitation for all in Africa (Eau et assainissement pour tous en Afrique, Ouagadougou, 2011), Assemblée de l'Institut méditerranéen de l'eau (Marrakech, 2012), Forum de l'Association africaine des usagers de l'eau (Marrakech 2012) et le Forum mondial urbain (Naples, 2012).

« D'un simple concept à un fait accompli: GWS est désormais une plateforme reconnue pour la promotion des partenariats décentralisés pour l'eau. »

Des outils de certification ont été élaborés pour la reconnaissance, promotion et motivation de partenariats existants et futurs de solidarité décentralisés pour l'eau et l'assainissement, dont un « label de reconnaissance » qui a été développé et octroyé à des initiatives spécifiques internationales sur la base du respect des principes de la CD et d'une approche territoriale au développement :

Les partenariats innovateurs pour la solidarité décentralisée, dénommés dans ce guide **coopération décentralisée** –CD– sont guidés (mais non limités) aux principes de l'approche des **droits humains à l'eau, l'universalité, la subsidiarité, la gouvernance pluri-niveaux, la participation et l'inclusion, la mise en valeur du potentiel endogène, la complémentarité, la responsabilité mutuelle, l'effet levier et la soutenabilité** (institutionnelle, financière et de l'environnement).

Grâce à une base théorique et méthodologique solide unie à une capacité opérationnelle concrète, GWS facilite la participation de ses membres aux débats et politiques

globaux sur l'eau et favorise l'obtention de résultats sur le terrain.

D'un point de vue méthodologique, GWS suit une approche territoriale, dans le sens où la Plateforme prend en considération le potentiel endogène des territoires, leur identité et leurs besoins, intègre ses projets au sein des plans de développement local existants ou en cours de préparation et s'efforce de promouvoir des interventions inclusives, transversales et participatives. Cette approche découle de la conviction de GWS que le développement humain, en tant qu'objectif général qui comprend les cibles en matière d'eau, doit nécessairement commencer au niveau local et doit être initié, mené, géré et suivi par les territoires afin d'atteindre des résultats soutenables.

En effet, les territoires ont une capacité incomparable de rassembler les acteurs locaux, ce qui les rend indispensables à l'élaboration de politiques de gestion de l'eau faisables, viables et à long terme. Il ne fait pas de doute qu'il est primordial d'identifier et d'aborder les « questions d'intérêt commun » qui concernent tous les citoyens, comme l'accès à l'eau, afin d'encourager des approches participatives qui

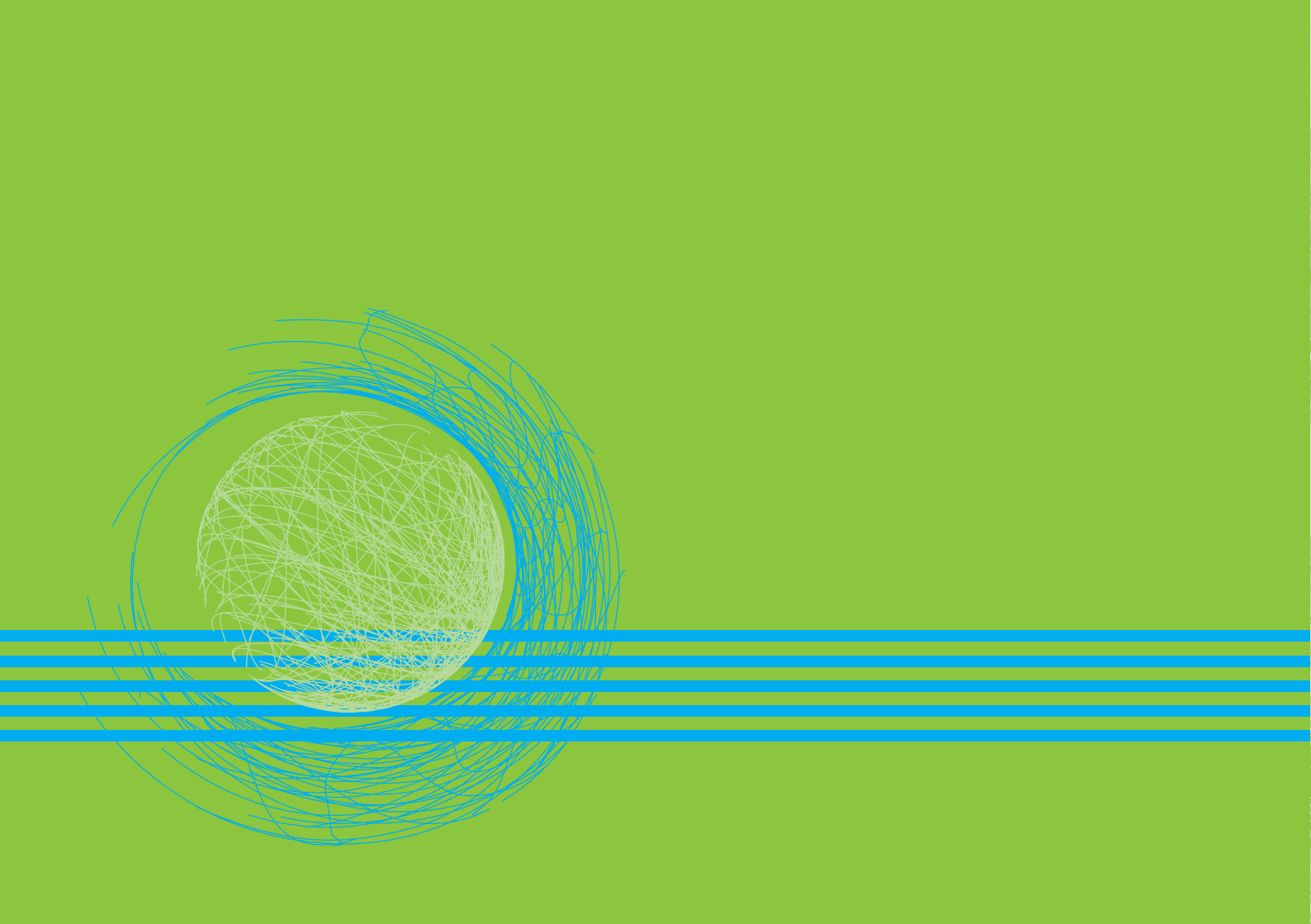
impliquent les partenaires institutionnels, la société civile, les secteurs publics et privés, le monde académique, les ONG et autres.

Cette méthodologie permet d'identifier et de prioriser les demandes locales de façon stratégique à partir d'une approche collaborative et participative, comme par exemple à travers les exercices de planification locale qui soutiennent les plans de développement et les priorités territoriales (dont l'eau) de manière coordonnée. Ainsi, les contributions qui servent à définir les politiques nationales sont directement transmises, ce qui offre aux territoires l'opportunité de se faire entendre sur les politiques qui les affectent le plus. GWS joue un rôle essentiel dans la promotion de solutions basées sur la demande, négociées, appropriées au niveau local et qui combinent le savoir endogène avec l'expertise et le support externe, grâce à sa capacité de rassembler tous les acteurs clés locaux, les partenaires de développement dans le domaine de l'eau (bilatéraux ou décentralisés) et les représentants du niveau national. Cette caractéristique permet de réduire la fragmentation et le chevauchement et d'augmenter l'appropriation et la responsabilité, et améliore donc l'impact et l'efficacité.

D'un point de vue opérationnel, GWS s'appuie sur trois piliers clé qui s'articulent dans le cadre de la CD afin d'atteindre des résultats concrets sur le terrain :

- I. **En tant que plateforme institutionnelle d'articulation**, GWS établit et promeut les partenariats de coopération décentralisée et articule les acteurs de développement en matière d'eau et d'assainissement : les demandes sont identifiées et correspondues à l'offre des acteurs de la CD, ce qui renforce les complémentarités et crée des synergies.
- II. **En tant que centre de connaissances**, GWS rassemble et mise sur les solutions et bonnes pratiques existantes. GWS gère ainsi le savoir et facilite l'échange d'expertise afin de créer une communauté de pratiques de CD ; ainsi, la Plateforme fait progresser le transfert de compétences.

- III. **En tant qu'intermédiaire**, GWS vise à développer des mécanismes innovateurs de collecte de fonds et à sensibiliser l'opinion publique. La Plateforme capitalise l'intérêt que portent les partenaires de CD à soutenir techniquement et financièrement des activités concrètes en matière d'eau dans les pays. À son tour, ce cadre multi-acteur et multi-donateur promeut un effet de levier significatif qui contribue à augmenter les ressources disponibles pour les interventions en eau et en assainissement.



The background of the slide is a composite image. The top half shows a wide river flowing through a landscape with green fields and distant hills under a clear sky. A street lamp is visible on the left. The bottom half shows a close-up of a palm tree in the foreground, with a body of water and a rocky shoreline in the background.

Les trois piliers de Solidarité globale pour l'eau

3

III. Les trois piliers de Solidarité globale pour l'eau

Les bénéfices de la coopération pour l'eau couvrent tout le spectre du développement parce que l'eau et l'assainissement sont des facteurs clé pour l'éradication de la pauvreté, la soutenabilité de l'environnement, l'équité sociale et l'égalité de genres. De plus, un accès adéquat à l'eau génère des bénéfices économiques, prévient les conflits et contribue à la consolidation de la paix. Les acteurs locaux et régionaux et les partenaires de la CD sont évidemment les premiers à offrir le support technique, institutionnel et économique nécessaire aux objectifs en eau et assainissement, mais GWS peut encourager, développer, répliquer et appuyer les partenariats existants de CD dans le domaine de l'eau. Pour répondre à cette dynamique complexe et interdépendante, les activités de GWS sont structurées autour de trois piliers étroitement liés : offrir une plateforme institutionnelle pour l'articulation des partenaires et des interventions, créer un pôle de connaissances intégré par une communauté de pratiques spécialisée et s'impliquer dans la collecte de fonds solidaires et dans la sensibilisation. Pour chacune de ces trois bases d'action, des études de cas de bonnes pratiques dans les pays partenaires sont présentées dans cette

Principes adoptés à l'unanimité et mis en pratique par les partenaires de GWS, comme le démontrent leurs projets :

- Efficacité du développement : harmonisation, alignement et appropriation.
- Approche territoriale et gouvernance pluri-niveaux.
- Partenariats soutenables et dialogue entre territoires.
- Universalité, approche basée sur les droits de l'homme et inclusion socioéconomique des groupes traditionnellement marginalisés.
- Transparence et facilitation, la responsabilité mutuelle et l'approche participative.
- L'effet levier et une approche multi-donateur et multipartenaire.
- Soutenabilité : de l'environnement, financière, institutionnelle, technique et socioéconomique.
- Participation citoyenne et des usagers.
- Coordination intersectorielle.

section, afin de refléter la contribution potentielle et existante de GWS à la traduction des principes méthodologiques en bonnes pratiques et des engagements en actions concrètes sur le terrain, grâce à l'expérience collective et au savoir de ses membres.

GWS en tant que plateforme institutionnelle

d'articulation

En ligne avec la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le document final de Busan « Partenariat pour une coopération efficace au service du développement », GWS facilite l'harmonisation des partenaires de développement et de leurs interventions en promouvant des processus concertés, participatifs et inclusifs de prise de décision. L'harmonisation est conçue comme un processus qui mène à une meilleure coordination entre les partenaires de développement, qui améliore le dialogue horizontal/vertical et qui conduit à une meilleure « division du travail » basée sur la demande, les ressources et les compétences. À la fois, les spécificités et les choix stratégiques de tous les membres de GWS sont respectés et leur visibilité individuelle

est assurée. Effectivement, les membres de GWS ont adopté des modalités de partenariat bien différentes selon les pays et les besoins, passant de partenariats acheminés à travers un acteur de l'eau local (SEDIF – Laos), à des partenariats publics entre deux villes (Lausanne – Nouakchott), des



Des maires italiens et arméniens ainsi que d'autres personnalités publiques inaugurent une canalisation à Ayagabats, Arménie (2009).

accords de partenariats multiples (Water Right Foundation, Italie, et plusieurs municipalités en Arménie), des partenaires divers du nord et du sud (Madagascar), des accords bilatéraux nationaux qui se filtrent au niveau local (France – Vietnam), ou des partenariats facilités par les Programmes ART du PNUD (El Salvador, Liban et Sénégal), entre autres.

Le besoin de disposer d'une plateforme qui puisse faciliter la coordination et la cohérence entre partenaires et interventions a été souligné à plusieurs reprises par les membres de GWS. Ceci est un domaine où GWS peut offrir une valeur ajoutée concrète: par exemple, en **Arménie** (plusieurs municipalités arméniennes et Water Right Foundation, Italie), il est à noter que malgré l'implication de plusieurs partenaires dans des projets d'eau et d'assainissement, il n'y a aucune entité responsable de la coordination; il faut désormais « aller plus loin que les simples réunions d'information ». D'autre part, au **Liban**, le projet ART du PNUD « Mise en place d'un système de gestion pour l'eau potable et pour l'entretien de l'infrastructure au sud Liban » (ART Liban et Turin, Italie) a offert ses structures et ses instruments (comme par exemple les groupes de travail régionaux) afin d'améliorer

la coordination entre les partenaires de CD et de permettre une prise de décisions participative basée sur les demandes organisées et priorisées des territoires.

Ainsi, GWS offre l'opportunité d'identifier les demandes locales et de les faire correspondre avec l'offre technique et financière des partenaires décentralisés. Ces échanges incitent aussi à un dialogue « entre territoires » sur les



Livraison d'équipement et inauguration du centre hydrique de Marjeyoun, Liban (2010).

questions d'intérêt commun qui se tiennent sous une perspective de partenariat et sont basés sur le respect mutuel, l'égalité et la réciprocité, puisque toutes les initiatives visent à établir des relations et des processus à long terme. Ceci est le cas parce que « dans le domaine de l'eau, les visions et les actions à court-terme ne sont tout simplement pas possibles ».

Les tâches variées de GWS sont entreprises dans le cadre de processus ascendants (*bottom-up*) basés sur la demande et participatifs, complémentaires avec les plans territoriaux de développement et alignés aux priorités nationales. Un bon exemple est celui du **Liban**, où le projet ART du PNUD est mis en œuvre en coordination avec la contrepartie nationale du Programme (le Conseil pour le développement et la reconstruction) et en partenariat avec trois unions municipales et l'administration régionale du service de l'eau. Les objectifs du Programme à niveau national sont alignés sur les priorités nationales, ce qui assure l'appropriation du projet et sa soutenabilité à long terme, puisque les municipalités concernées gèrent directement deux des centres d'entretien créés avec le soutien du Programme et de ses partenaires italiens ; de même, le Ministère de l'eau

et de l'énergie considère appuyer d'autres centres similaires de la région.

De plus, GWS promeut et institutionnalise l'articulation entre et à travers les différents niveaux d'action (global, national et local), conçus comme des sphères d'intervention



Techniciens italiens et sénégalais travaillant sur la planification d'un projet.

interdépendantes et perméables. Cette articulation assure ainsi une approche pluri-niveaux à la gestion de l'eau, vitale aux objectifs à long terme des interventions.

Les questions de l'eau doivent être abordées à tous les niveaux et avec toutes les parties prenantes. Les solutions doivent être alignées aux politiques nationales et répondre aux besoins locaux.

Comment fonctionne l'approche territoriale d'ART et de GWS? (Exemple d'El Salvador)

Approche : territoriale, participative, à long-terme et intégrée dans la planification locale ➡ promeut l'appropriation.

Méthodologie : alignée aux priorités nationales, innovante et visant à rendre l'initiative une politique publique ➡ promeut l'alignement et la soutenabilité.

Valeur ajoutée : plateforme multi-donateur et multi-acteur ➡ promeut l'harmonisation et la coordination entre les acteurs de développement.

Les expériences de plusieurs pays (El Salvador, Liban, Mauritanie et Sénégal) démontrent qu'à moins que les interventions planifiées ne soient dûment intégrées dans les processus de développement territorial et alignées aux priorités nationales, il est difficile de mobiliser les ressources financières nécessaires ou d'institutionnaliser les initiatives, conditions préalables à leur réplication, extension, soutenabilité et appropriation. En fait, le niveau national doit s'impliquer dans le projet dès les phases d'élaboration pour pouvoir influencer les politiques publiques nationales et garantir que les plans nationaux répondent aux besoins territoriaux.

Ceci est le cas à **El Salvador** (le Programme ART El Salvador du PNUD, l'Agence de l'eau basque, ainsi que d'autres partenaires de la CD) : le projet « Amélioration de la gouvernance de l'eau à El Salvador » suit une approche pluri-niveaux territoriale qui garantit la participation de toutes les parties prenantes, ce qui a contribué à mitiger la situation initiale de fragmentation et dispersion des acteurs. À travers cette approche pluri-niveaux, les questions relatives à l'eau sont abordées à plusieurs échelles : au niveau national, pour influencer le cadre légal ; au niveau de bassin, pour

promouvoir l'articulation entre acteurs ; au niveau micro-régional, pour renforcer les capacités nécessaires et pour promouvoir la gestion inter-municipale de l'eau ; et au niveau municipal, pour mettre en œuvre des petits projets d'infrastructure qui assurent l'appropriation, l'engagement politique des maires élus et la participation des usagers.



Techniciens et autorités locales supervisent le bâtiment d'une nouvelle station d'épuration dans la région de L'Oriental, Royaume du Maroc (2013).

La Division régionale des ressources hydrauliques au **Sénégal** (Louga et UPL – Union des provinces de Lombardie, Italie) note quant à elle que l'alignement avec les priorités nationales, l'implication du Gouvernement national, la participation des autorités locales, la bonne gouvernance et les outils de monitoring sont des conditions préalables pour un impact fort du projet. Promouvoir la bonne gouvernance pluri-niveaux et les initiatives qui visent à renforcer la participation active des parties prenantes dans le secteur du développement de l'eau est recommandée, en ligne avec l'approche de GWS. En **Ukraine**, (quatre régions ukrainiennes et la France –Agence de l'Eau Artois Picardie) les quatre projets sont exécutés à travers une approche pluri-niveaux qui engage et coordonne les niveaux européen, national, régional et local. Les responsabilités sont bien divisées entre les quatre acteurs principaux, ce qui constitue un exemple de bonnes pratiques en harmonisation :

La coordination pluri-niveaux (exemple d'Ukraine)

Le niveau européen : offre les directives et les lignes directrices.

Le niveau national (plusieurs ministères) : garantit la qualité des standards, des contrôles et du monitoring ; contrôle l'eau résiduelle, propose des orientations politiques, adapte le budget national et marque les prix.

Le niveau régional : gère le contrôle des eaux résiduelles et adapte les budgets régionaux.

Le niveau local : est propriétaire du système, assume la responsabilité à niveau local, fournit et collecte l'eau, perçoit l'argent et cofinance les projets.

D'autre part, les efforts d'articulation et d'harmonisation de GWS au niveau international donnent à connaître les besoins des territoires et rend plus visibles les partenaires de développement, ce qui contribue à mobiliser le support technique et financier nécessaire au niveau global, comme le démontrent les cas d'El Salvador, du Maroc, de Madagascar et du Liban. L'articulation pluri-niveaux permet aux acteurs



Personnel local municipal durant une session de formation technique, Garni, Arménie (2012).

locaux de participer aux débats internationaux sur l'eau, ce qui enrichit les discussions grâce à leur vision locale, basée sur les meilleures pratiques et les leçons apprises.

« Les solutions futures aux problèmes de l'eau doivent nécessairement englober simultanément les régions, les disciplines et les parties prenantes. »

GWS en tant que centre de connaissances

GWS facilite la gestion du savoir et le transfert de compétences ; la Plateforme entreprend aussi des cartographies exhaustives sur « qui peut faire quoi et où » en eau et en assainissement. De même, GWS effectue des études de faisabilité, des analyses situationnelles et des missions d'assistance préparatoires qui visent à élaborer des propositions adaptées pour la gestion locale et nationale de l'eau. De cette façon, GWS en tant qu'intermédiaire du savoir soutient indirectement l'harmonisation, puisque les études de faisabilité et de cartographie contribuent à plus de coordination et d'alignement.

« Quand l'information est interprétée, comprise et appliquée, quand elle sert à agir et est ajoutée au savoir antérieur, alors des connaissances nouvelles sont créées. »

GWS rassemble et mise sur les solutions et les bonnes pratiques existantes, en garantissant que les résultats soient capitalisés, partagés et répliqués, et que les élans positifs générés sur le terrain soient développés.

Il existe de nombreux exemples de bonnes pratiques dans ce domaine qui démontrent que GWS peut devenir une plateforme importante pour le partage du savoir, le transfert des compétences et la cartographie des ressources financières et techniques disponibles. Toutes les interventions décrites dans ce guide sont des initiatives basées sur la demande, puisqu'elles représentent des réponses concrètes aux besoins locaux. De même, grâce au dialogue proactif entre acteurs de la CD, les projets sont adaptés à la réalité de chacun des territoires.

Par exemple, en **Arménie** (plusieurs municipalités), Water Right Foundation (Italie) a inclus à son projet une composante adaptée de développement de capacités techniques pour les employés municipaux, en ajustant ainsi les réponses offertes aux besoins territoriaux. De plus, Water Right Foundation a élargi les thèmes abordés et a incorporé des modules de compétences en collecte de fonds, améliorant la soutenabilité du projet et augmentant l'appropriation locale, puisque les autorités locales impliquées dans ce projet quinquennal seront totalement responsables de la gestion de l'eau.

GWS permet d'améliorer, partager et faire avancer les expériences et connaissances de ses membres. Ces compétences incluent, mais ne sont pas limitées, aux domaines d'expertise suivants :

- Gestion des eaux résiduelles et gestion de la salubrité de l'eau.
- Identification des problèmes de la qualité de l'eau dans les réseaux de distribution de l'eau des barages et des réservoirs à travers des études sur la santé et l'établissement de paramètres pour la potabilité de l'eau.
- Identification des principes généraux pour le monitoring de la qualité de l'eau à travers le contrôle de l'eau et des chaînes publiques d'approvisionnement.
- Principes généraux pour la gestion de la salubrité de l'eau.
- Elaboration de standards pour la mesure bactériologique de l'eau et de l'assainissement à travers la validation de méthodes pour l'analyse bactériologique de l'eau et les méthodes de calcul de ces analyses.

- Assurance extérieure et interne de la qualité de l'eau à travers le contrôle de la qualité de l'eau en microbiologie, la traçabilité des registres des tests et des rapports d'analyse en microbiologie et validation des résultats des analyses.
- Contrôle des matériels qui affectent les ressources de l'eau à travers des contrôles de la qualité de l'eau : régulations nationales et internationales sur les matériels qui sont utilisés en contact avec l'eau.
- Identification des facteurs qui affectent la qualité de l'eau dans les réseaux de distribution.
- Capacités de gestion générales relatives à l'eau et à l'assainissement.
- Expertise technique pour la construction d'infrastructures ou pour l'installation de dispositifs comme les compteurs d'eau.
- Développement de capacités pour le personnel des services de l'eau (facturation, orientation et autres).



Bureaux de la compagnie d'eau de Vientiane à Ban Phonxay, district Saychetta, Laos (2013).

GWS croit que la mise en commun, le renforcement et le transfert de capacités et de savoir-faire sont plus contextualisés et adaptés aux besoins locaux quand les échanges sont entre pairs et entre ALR. Un bon exemple est celui de **Laos** (Société des Eaux de Vientiane –NPNL–), où une coopération à long terme pour développer l'approvisionnement en eau à Vientiane avec le support technique du Syndicat des eaux de l'Île de France (SEDIF) comporte des cours de formation annuels et des échanges techniques dans la région parisienne, ce qui a abouti à un transfert de connaissances sur la gestion de l'eau et sur les

Systèmes d'information géographique (SIG). Par ailleurs, les techniciens du NPL reçoivent une assistance technique continue sur le terrain à travers une ONG française basée localement et financée par SEDIF. Dans ce cas spécifique, la coopération se centre presque exclusivement sur les échanges techniques, puisque SEDIF n'exécute pas directement les projets, mais offre son assistance technique et ses compétences en gestion d'actifs. Au **Vietnam**, (Département vietnamien de gestion de ressources hydriques et deux agences françaises de l'eau), le projet pilote « Appui technique pour la mise en œuvre d'une gestion intégrée de ressources de l'eau au Vietnam » s'est centré sur le transfert de technologies et d'expertise en appui aux politiques de Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) pour le bassin de la rivière de Don Nai, qui est la région pilote du projet. Dans ce cadre, les contreparties françaises ont contribué à développer les capacités pour une meilleure sensibilisation sur la conservation des ressources en eau et ont transféré leur expertise et leur savoir faire sur la GIRE pour développer les ressources hydriques et contrôler la pollution de l'eau. Cette collaboration a aussi inclus des activités de formation, des visites d'étude en France et le transfert d'outils, un portail web et un catalogue vers le

serveur du Vietnam. En plus du transfert de compétences, ce partenariat a facilité la coopération entre tous les acteurs impliqués et souligné l'importance de l'approche par bassin.



Travaux sur un système de filtrage double au Madagascar.

Cette coopération illustre comment le transfert de capacités peut améliorer ostensiblement le savoir dans des secteurs spécifiques comme la GIRE (dans ce cas là, pour un bassin). Il est intéressant de constater que cet accord entre deux gouvernements nationaux s'est filtré vers le niveau local et que ses résultats se font ressentir localement.

Dans un autre cas de transfert de compétences et de connaissances, deux techniciens et un ingénieur libanais en charge du maintien et de la gestion du réseau de canalisations ont suivi des cours de formation à Turin (Italie), à travers le Programme ART du PNUD au Liban. La formation a touché des compétences telles que le remplacement des tuyaux, l'excavation, la détection des fuites, le nettoyage et la réparation des réservoirs d'eau, le contrôle à distance du réseau, l'utilisation des systèmes basiques pour la régulation des réservoirs, le pompage et la désinfection. À Toamasina (**Madagascar**), sous l'égide du partenariat flamand « Eau pour le développement » le groupe flamand Watergroep offre son support technique et effectue des études de faisabilité pour le réseau d'eau et pour le site de production à travers PROTOS, une ONG flamande présente dans le pays. À travers cette coopération, il a été possible transférer des compétences dans les domaines de la classification du réseau d'eau, la mesure de la pression différentielle, la détection des fuites et l'utilisation illicite de l'eau. De plus, Watergroep étudie la possibilité d'organiser prochainement des missions d'assistance technique en Flandres pour des experts en eau malgaches. Un autre partenaire flamand a offert des plans cartographiés par

satellite, grâce auxquels Watergroep a pu géo-référencer le réseau d'eau à Toamasina. À Nouakchott (**Mauritanie**) des techniciens de la ville ont participé à divers échanges techniques avec la compagnie de l'eau de Lausanne (Suisse) en matière de gestion de l'eau, approvisionnement en eau et indicateurs de la qualité de l'eau. Ces échanges facilitent le renforcement des capacités en gestion de l'eau et encouragent la réplique des bonnes pratiques, puisque les projets pilotes réussis sont généralement répliqués. Malgré ces résultats encourageants, des défis ont été identifiés, dont le besoin d'une meilleure coordination, de l'alignement des politiques de l'eau à niveau national et de soutien politique à long terme, tous nécessaires pour atteindre des résultats plus efficaces et un impact majeur. Ce domaine pourrait bénéficier des capacités de coordination et de plaidoyer de GWS.

Ces quelques exemples illustrent comment GWS, en tant que centre de savoir, facilite le transfert des compétences et crée des « laboratoires d'innovation » dans les territoires pour échanger le savoir faire et l'expertise, générant des résultats concrets et tangibles.

Un autre cas démontre comment les membres de GWS enrichissent le réservoir de savoir et de ressources de la Plateforme: en **Ukraine** (partenariat avec Eau Artois Picardie, France), le ministère de Développement régional et en passe de compiler une base de données de bonnes pratiques en matière de gestion de l'eau. Le ministère aura besoin d'information de la part des partenaires de GWS sur les leçons apprises, les expériences similaires antérieures et de leur expertise, afin de créer une compagnie de l'eau régionale qui offre ses services aux quatre régions du projet (et probablement à d'autres régions dans une phase postérieure).



La mer Azov à Mariupol, en Ukraine.

« La gestion du savoir consiste à rassembler les processus qui gouvernent la création, la dissémination et le profit des connaissances afin de satisfaire les objectifs organisationnels. »

(Traduction libre)

http://www.km-forum.org/what_is.htm

GWS en tant qu'agent pour une collecte de fonds innovatrice et pour la sensibilisation

En phase avec les approches émergentes sur l'eau et la coopération, qui se caractérisent par une participation citoyenne active et l'augmentation des capacités participatives de toutes les parties du développement impliquées dans le domaine de l'eau, GWS a un rôle important à jouer dans l'amélioration des effets levier et multiplicateur de ses membres. En effet, GWS peut introduire des modalités innovatrices pour la mobilisation de fonds solidaires et sensibiliser l'opinion publique sur l'importance absolue de l'eau, en avançant ainsi vers le DHD en général et les OMD en particulier. De plus, grâce au soutien d'ART, GWS peut contribuer à combler les brèches telles que

l'absence de marcs législatifs adéquats et le manque de structures de financement pour les interventions de CD dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

« Une nouvelle génération de responsables de l'eau est nécessaire pour mettre en œuvre des politiques et des pratiques innovatrices. »

Un cas intéressant de politiques innovatrices et de leur effet collatéral positif est le changement effectué dans les politiques de cofinancement de SEDIF (France) afin de lui permettre de financer des ONG européennes (et non seulement françaises). Cette mesure sans précédent a permis d'établir un partenariat avec Toamasina (**Madagascar**) et a démontré une fois de plus que des acteurs multiples du nord (ici Watergroep et SEDIF) peuvent travailler ensemble autour d'un acteur local principal (dans ce cas, PROTOS). Le partenariat flamand « Eau pour le développement » génère entretemps un effet levier: le Gouvernement flamand a décidé de financer des projets introduits par un minimum de deux membres de ce partenariat, tout en encourageant les partenaires flamands à soutenir financièrement ces projets. Ceci permet à la contribution flamande d'être

utilisée comme levier pour obtenir des fonds européens et belges pour la coopération au développement.

Des cas d'effet levier et de réplcation sont en fait identifiés dans la plupart des projets exécutés par les membres de GWS. En **Arménie**, les \$45,000 provenant des fonds de la compagnie d'eau de Firenze et alloués à la CD ont encouragé les partenaires de développement à apporter des ressources additionnelles provenant d'autres bailleurs



Délégués des municipalités de Nouakchott et de Lausanne visitent une source d'eau à Nouakchott, Mauritanie (2013).

de fonds. En fin de compte, l'investissement initial a permis le cofinancement d'interventions pour une valeur de plus de \$600,000. Ceci est aussi un exemple de financement créatif : puisque l'Italie n'a pas l'équivalent d'une loi Oudin-Santini, les fonds utilisés proviennent directement des profits de la compagnie de l'eau et sont acheminés à travers une Fondation. Entretemps, Water Right Foundation fait pression sur le Gouvernement italien pour qu'il mette en place une loi similaire à niveau national, un effort qui pourrait bénéficier des capacités de plaidoyer de GWS. De même, Solidarité'eau a qualifié la compagnie d'eau de Lausanne de « commune solidaire » parce que cette dernière alloue un pour cent des revenus pour chaque mètre cubique vendu à un projet de développement dans le secteur de l'eau.

Au **Vietnam**, (bassin de la rivière Don Nai) le Gouvernement national veut répliquer le projet à d'autres bassins de rivières du pays. À Nouakchott (**Mauritanie**), Lausanne (Suisse) a pu largement doubler le budget alloué au projet depuis son lancement en 2009, a impliqué 16 communes différentes et a obtenu un important cofinancement de la coopération suisse, dans un clair exemple de l'effet multiplicateur potentiel des partenariats de CD. En effet, ceci constitue un exemple



Atelier de travail de Solidarité Globale pour l'eau à Genève, Suisse (2013).

de bonnes pratiques dans ce domaine, puisque Solidarit'eau Suisse a pu augmenter le nombre de municipalités qui contribuent à des projets d'eau et d'assainissement dans le sud (financièrement et économiquement) et a mobilisé plus de 3 millions de francs suisses pour ces projets, touchant environ 660,000 bénéficiaires à travers à un partenariat public actif entre villes.

Grâce à sa capacité de convocation en tant qu'une des plateformes du PNUD pour l'eau qui rassemble un grand nombre d'acteurs de CD européens souhaitant appuyer

les communautés du sud à atteindre l'ODD 7-C, GWS sait tirer avantage de leur soutien financier au profit des projets dans le secteur l'eau et de l'assainissement. À cet égard, la Plateforme peut présenter des projets aux bailleurs de fonds bilatéraux pour mobiliser des ressources supplémentaires visant à répondre aux demandes des territoires pour ce qui est des besoins en eau. Ceci serait le cas du **Liban** et de **l'Ukraine**. Au **Liban**, ART et GWS pourraient soutenir le programme afin de mobiliser des fonds additionnels pour financer la stratégie nationale de l'eau, conçue pour surmonter les problèmes endémiques de l'eau dans la région du sud (pénurie, absence d'une gestion de l'eau adéquate, réseaux de canalisation vétustes, fuites), où le programme est déjà actif et a obtenu des résultats tangibles, comme l'amélioration de l'entretien du réseau et la réduction du temps nécessaire aux réparations. En **Ukraine**, les deux autorités régionales et trois autorités locales qui sont en partenariat avec l'Agence de l'eau Artois Picardie (France) souhaitent se faire connaître internationalement pour mobiliser des fonds supplémentaires en appui à un programme de développement intégral. Ces ALR ont déjà sollicité le support de GWS, qui est capable de créer un environnement plus attractif pour la coopération économique

et peut plaider en faveur de partenariats innovateurs avec des institutions influentes, ce qui améliore les opportunités pour les autorités locales.

Finalement, il est important de souligner l'importance de la planification à long terme. Des perspectives de longue durée doivent être intégrées aux interventions en eau et en assainissement pour obtenir des résultats. Ce n'est pas seulement les communautés locales, les parties prenantes, les Gouvernements nationaux et les partenaires de développement qui doivent s'engager à tisser des partenariats durables et soutenables. La nouvelle génération doit aussi s'impliquer dans les efforts collectifs pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement: la sensibilisation à ce sujet devrait commencer au niveau de l'école primaire.

Premiers résultats

Le travail conjoint de l'Initiative ART et de la Plateforme GWS a débouché sur deux résultats concrets en 2013, au Maroc et à El Salvador.



Station d'épuration à Oujda, Royaume du Maroc

Maroc

« GWS a créé un laboratoire pour l'eau et l'assainissement dans la région de L'Oriental avec le support financier et technique de la région Toscane ».

Le Programme cadre ART au Maroc est actif depuis 2007 et jouit de mécanismes bien établis qui ont permis

des interventions participatives, ciblées et basées sur la demande. À L'Oriental, une des deux régions d'intervention du Programme, la pénurie d'eau affecte négativement le potentiel productif agro-pastoral, la production industrielle et les activités touristiques. En réponse aux demandes organisées du territoire, un Document de projet a été élaboré en partenariat avec la région de L'Oriental, le Programme cadre ART du PNUD et les membres de la sous-plateforme méditerranéenne de GWS². Ce document, approuvé au début de l'année 2013, vise à « Construire les capacités des acteurs locaux en matière de gestion et d'accès à l'eau et à l'assainissement. ». Comme premier résultat, la région Toscane a promis une contribution de \$100,000 et son assistance technique, grâce aux efforts combinés et du travail en réseau d'ART et de GWS.

Ce partenariat solidaire décentralisé sera axé sur les thématiques suivantes :

- Support aux institutions locales et régionales: la région Toscane accompagnera les institutions locales

et régionales dans l'application des lignes directrices et des stratégies nationales en matière d'eau et d'assainissement, pour garantir l'accès à l'eau potable dans les zones rurales et protéger les ressources en eau et l'environnement, entre autres.

- Assistance technique et support financier au laboratoire régional d'eau et d'assainissement pour améliorer l'impact socioéconomique, sur l'environnement et sur la santé des interventions dans ce domaine. L'objectif général du laboratoire est d'harmoniser les acteurs régionaux du secteur tout en assurant plus de soutenabilité à leurs interventions. Pour ce faire, le projet encouragera une participation plus active des groupes les plus vulnérables, surtout dans les régions rurales et montagneuses, dans la gestion de l'eau et de l'assainissement.
- Création de capacités institutionnelles pour les responsables techniques et de programme, les décideurs et les officiels élus dans plusieurs compétences de l'eau et de l'assainissement, dont la formation sur les SIG dans le domaine

² GWS a trois sous-plateformes: l'africaine, la méditerranéenne et l'européenne.

de l'eau et de l'assainissement, les politiques de prévention, l'élaboration d'un manuel pour prévenir et traiter les cas de pollution et la sensibilisation aux engagements internationaux et nationaux sur l'eau. Totalement impliquée dans ce réservoir innovateur de compétences, la coopération toscane vise à renforcer les capacités des institutions locales en matière de gestion des ressources de l'eau, en particulier en ce qui concerne la provision de l'eau potable dans les zones rurales, l'assainissement et la protection des ressources d'eau et de l'environnement.

El Salvador

« GWS mettra en marche dix projets d'infrastructure à haut impact en partenariat avec ses membres. »

Depuis 2011, le Programme ART à El Salvador appuie la mise en œuvre de projets pilotes dans le secteur de l'eau en coopération avec l'Agence de l'eau basque, concrètement dans trois microrégions salvadoriennes. Ces microrégions font face à des défis similaires, dont la déforestation et

l'absence de politiques de collecte d'eau et d'un marc légal pour la gestion de l'eau.



Observatoire du ministère de l'environnement à San Salvador, El Salvador.

Après une mission d'identification conjointe d'ART et GWS effectuée avec le support de l'agence de l'eau de Loire Bretagne, cette dernière appuiera économiquement et techniquement dix projets d'infrastructure pour la construction de réservoirs d'eau dans chacune de ces

zones. Grâce à la participation active de plus de 100 représentants locaux qui ont partagé leurs idées, priorités et solutions proposées, et parce qu'un investissement relativement modeste initial peut aboutir à des résultats majeurs (effet levier), cette alliance de CD représente une opportunité réelle pour atteindre l'accès universel à l'eau dans ces trois microrégions.

Ce partenariat, facilité par GWS et ART, est pertinent parce qu'il représente une continuation naturelle des trois premiers projets pilotes et parce qu'il mise sur les mécanismes participatifs existants, dont les groupes de travail régionaux et les cycles de planification locale. En plus des projets d'infrastructure, d'autres besoins ont été identifiés durant la mission et seront concordés avec les compétences techniques qu'offrent les partenaires de GWS dans les domaines suivants: la mesure de la qualité de l'eau, la gestion de l'information, le contrôle de l'utilisation de l'eau, la gestion des eaux résiduelles et la législation nationale sur l'eau et l'assainissement. Pour ce faire, GWS souhaite établir un réseau de collaborations institutionnelles entre ses partenaires et les trois microrégions à travers un centre



L'Initiative ART et GWS travaillent ensemble à El Salvador (2013).

micro-régional centralisé pour l'eau et l'assainissement. Par ailleurs, ces projets ont le potentiel d'être répliqués à

d'autres microrégions, puisque l'initiative compte avec le soutien des autorités nationales et locales.

Conclusion

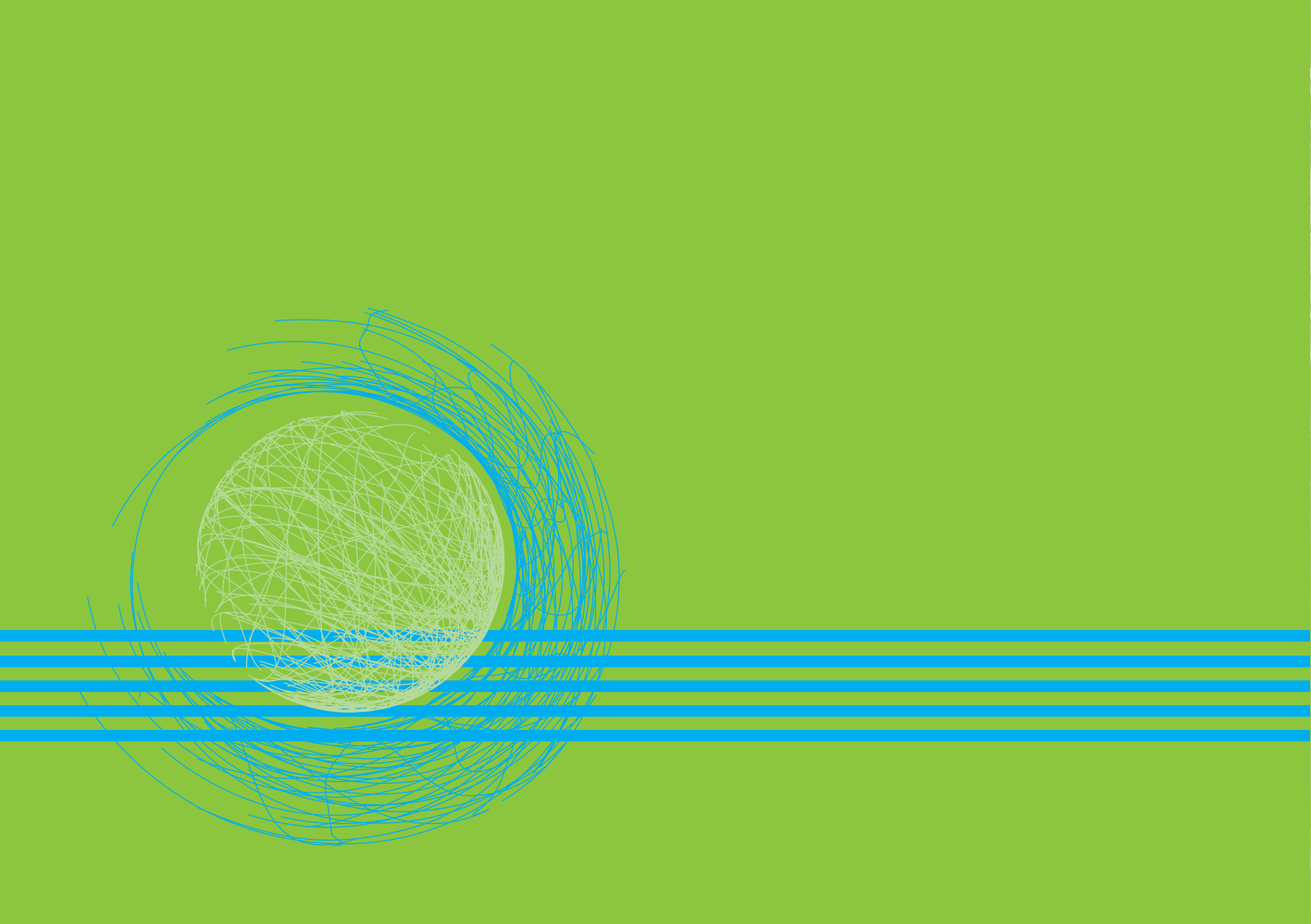
Afin de tirer profit des connaissances accumulées et de proposer des solutions innovantes qui contribuent à atteindre l'accès universel à l'eau, il est indispensable de renforcer les partenariats de CD et de miser sur les pratiques innovantes dans l'eau et l'assainissement et dans la collecte de fonds ; il faut aussi combiner les perspectives à long terme avec les actions à court terme.

« Les partenariats et l'innovation sont au cœur de la coopération au développement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. »

Le rapport de l'ONU sur les « *Bonnes pratiques dans l'accomplissement du droit à l'eau et l'assainissement* » (Catarina Albuquerque, Rapporteur spécial des Nations Unies) note que « l'amélioration de l'accès à l'eau et des services d'assainissement dépend de la volonté politique, d'un environnement de politiques adéquat et de la disponibilité de capacités financières et de gestion suffisantes à la prestation de services ». À travers ses trois champs d'action, GWS est capable d'influencer ces trois domaines : la Plateforme peut garantir la volonté politique à travers sa capacité de plaider, créer un environnement de politiques adéquat en encourageant l'alignement et la coordination entre les bailleurs de fonds et identifier, cartographier et mobiliser les ressources financières et économiques nécessaires à la réalisation du droit à l'eau potable et salubre et à l'assainissement.



Présentation du partenariat franco-vietnamien durant l'atelier de travail sur les meilleures pratiques de GWS, Genève, Suisse (2013).





La valeur ajoutée de Solidarité globale pour l'eau

4

IV. La valeur ajoutée de Solidarité globale pour l'eau

Depuis sa constitution officielle en mars 2012, GWS est une plateforme participative et représentative d'articulation qui rassemble divers partenaires de CD du nord et du sud. GWS peut donc saisir la richesse du savoir-faire et des compétences techniques endogènes et globales, ce qui en fait un réseau unique d'alliances pour l'eau.

« C'est probablement la diversité de ses partenaires, leur engagement à travailler ensemble pour un objectif commun et leurs multiples expériences combinées qui constituent la valeur ajoutée globale la plus importante de GWS. »

Certainement, GWS constitue une nouvelle opportunité pour la réalisation des objectifs de l'eau, où les solutions proposées par sa communauté d'experts sont théoriquement solides et opérationnellement faisables, concrètes et orientées vers les résultats. GWS n'est pas seulement un laboratoire d'innovation mais aussi un agent d'exécution capable de générer des solutions nées de la réflexion conjointe entre partenaires et de leurs connaissances spécialisées. Ce

réseautage actif et ces échanges d'expertise représentent les valeurs ajoutées les plus notables de GWS, en accord avec l'importance croissante du partage du savoir et des compétences, un concept opposé au seul transfert de fonds non associé à des activités de création de capacités.

Ainsi, GWS facilite une approche réciproque et mutuellement enrichissante quant à la coopération pour l'eau. La Plateforme est devenue une base de données de solutions dans le secteur de l'eau, ayant combiné l'approche territoriale du développement à un marc opérationnel concret qui produit des résultats tangibles et mise sur le potentiel immense et unique de chacun des territoires.

La valeur ajoutée de GWS s'articule autour de ses trois piliers :

En tant que plateforme institutionnelle, GWS :

Solidarité globale pour l'eau – Guide de pratiques

- Harmonise les acteurs et les interventions, puisque GWS cartographie les interventions de développement dans le secteur de l'eau et les besoins locaux, tout en correspondant l'expertise et les ressources financières et techniques internationales aux demandes locales et aux priorités nationales, améliorant ainsi l'efficacité de la coopération au développement.
- Offre un marc légal, opérationnel et administratif testé à ses membres, grâce à l'utilisation de mécanismes et marcs communs pour identifier, formuler et contrôler les projets et les programmes. Ceci rend les interventions plus faciles à mettre en œuvre et plus rentables, transparentes et responsables.
- Garantit que les questions relatives à l'eau et à l'assainissement soient incorporées dans le cadre plus ample des objectifs et des stratégies du DHD (au niveau global), aux politiques nationales (au niveau national) et à la planification territoriale pour le développement (au niveau local), articulant ainsi le débat global sur l'eau avec les politiques nationales de formulation et les demandes

locales, et en incluant l'eau en tant qu'élément clé des interventions multisectorielles.



Equipement de tuyaux pour un système de distribution d'eau à Madagascar.

En tant que centre de connaissances, GWS :

- Se spécialise dans la gestion et l'intermédiation du savoir, puisque la Plateforme promeut l'élaboration, la dissémination et l'utilisation des produits du savoir de ses membres. Par ailleurs, GWS facilite l'échange de bonnes pratiques, de savoir-faire, de compétences et d'expertise et compile les leçons apprises, ce qui enrichit l'information disponible d'un apport technique de haut niveau qui a déjà été testé sur le terrain.
- Crée une communauté globale de pratiques et d'expertise, en facilitant des liens forts entre les divers acteurs techniques et de développement aux niveaux local, national et international.

En tant qu'agent pour une collecte de fonds innovante, GWS :

- Facilite une mobilisation de ressources innovatrice de la part des bailleurs de fonds bilatéraux, multilatéraux et décentralisés en adoptant une approche multi-donateur.

Pour ce faire, GWS appuie la CD et les mécanismes de financement innovateurs et renforce l'intérêt des donateurs potentiels en mettant en valeur le travail et les résultats des partenaires de GWS pour mobiliser des fonds supplémentaires et un soutien technique avancé.

Finalement, l'approche territoriale au développement :

- Renforce les processus de planification de développement local, ce qui finit par encourager l'incorporation des demandes et des besoins locaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement au sein des priorités nationales et des politiques publiques.
- Facilite le dialogue entre les acteurs locaux (des secteurs publics et privés, du monde académique, de la société civile, des autorités locales et des diverses parties prenantes de la coopération au développement) et entre ceux-ci et les niveaux national et global. En fin de compte, ceci facilite l'articulation et l'harmonisation entre tous les acteurs de développement souhaitant

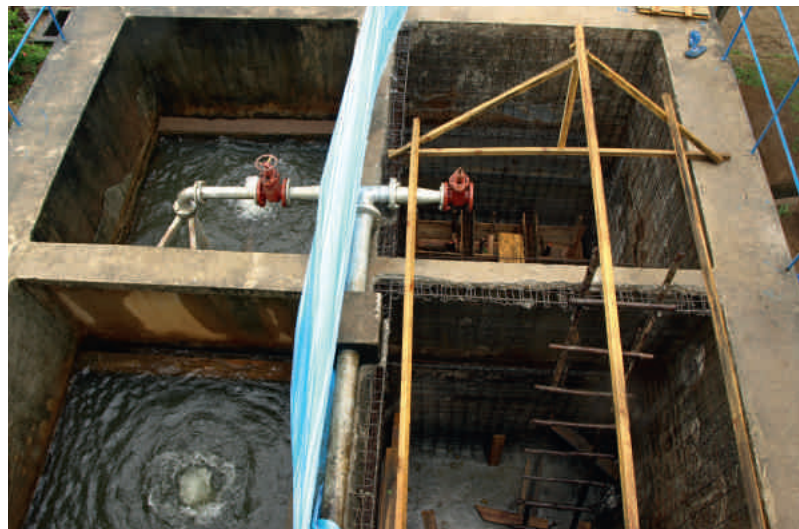
contribuer à l'accès universel à l'eau, augmentant ainsi l'efficacité des interventions dans ce secteur.

- Promeut un dialogue structuré entre territoires et la coopération sud-sud, nord-sud et triangulaire, permettant aux territoires de se connecter entre eux pour débattre et résoudre les questions d'intérêt commun.
- Offre une perspective orientée vers des processus à long terme, améliorant ainsi l'impact des interventions et évitant les actions fragmentées et ponctuelles dont l'impact est limité et de courte durée.
- Garantit l'inclusion des groupes traditionnellement marginalisés dans les interventions de l'eau et de l'assainissement, dont les jeunes, les femmes, les groupes ethniques marginalisés et les pauvres, rendant ces interventions vraiment participatives et inclusives.

Ces valeurs ajoutées représentent une opportunité unique pour le secteur de l'eau et pour le développement humain en général.

« L'eau a rendu le développement possible, parce qu'il n'y a pas de développement sans accès à l'eau. »

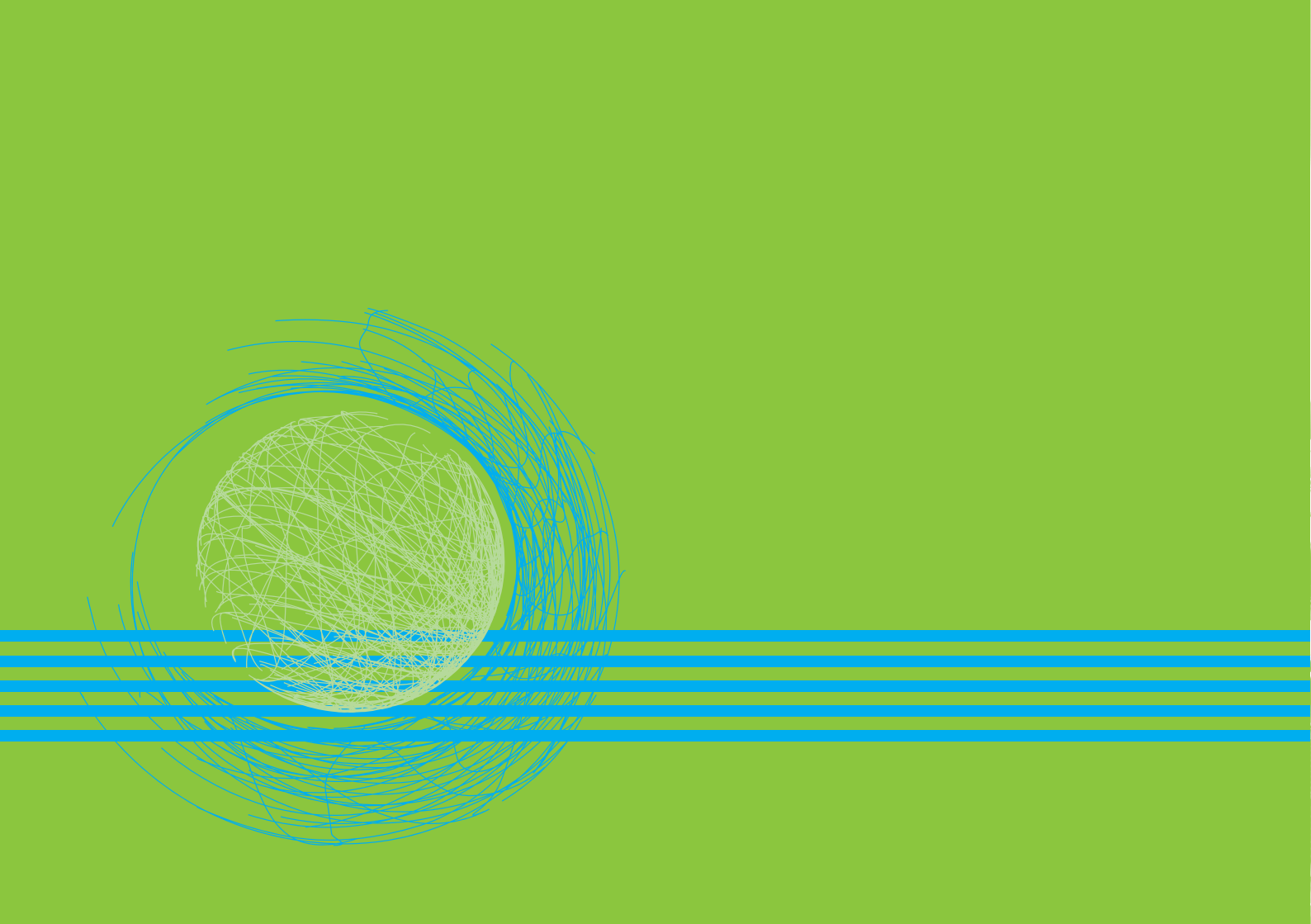
À travers ce travail en commun, l'Initiative ART et GWS peuvent initier un saut qualitatif, passant de solutions spécialisées et sectorielles à des alternatives plus intégrales et globales.



Un système de filtrage à double couche.



Travail préparatoire pour une station d'épuration dans la région de L'Oriental, Royaume du Maroc (2013).





Joindre les efforts internes : Solidarité globale pour l'eau et l'Initiative ART

5

V – Joindre les efforts internes : Solidarité globale pour l'eau et l'Initiative ART

Malgré les efforts globaux visant à améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement, il est estimé que d'ici à la prochaine génération, cinquante pour cent de la population mondiale sera menacée de pénurie de l'eau. Ceci est incompatible avec les objectifs de DHD, parce que l'eau est devenue une priorité pour le développement. Il est désormais évident que pour atteindre les objectifs de l'eau, un nouvel agenda pour la gestion de l'eau est nécessaire. Il ne fait pas de doute non plus que le nouveau paradigme de développement est marqué par le besoin d'être à l'écoute des territoires, de partager les expériences et de s'impliquer dans des alliances mutuellement enrichissantes. C'est pourquoi combiner les efforts, réseaux et expertise de deux plateformes internes à succès est le chemin naturel à prendre afin de maximiser les synergies, complémentarités et liens, pour bénéficier les communautés locales du nord et du sud et augmenter l'impact de GWS et d'ART.

GWS et ART sont des mécanismes complémentaires dont la valeur ajoutée est renforcée si leurs forces sont associées.

Générer des synergies et capitaliser les complémentarités

Bien que des résultats significatifs ont été atteints dans la promotion de partenariats soutenables pour l'eau, la CD dans ce secteur peut encore bénéficier d'une interface fiable et sérieuse, de cartographies supplémentaires d'acteurs et d'interventions et d'efforts agrégés pour mobiliser des ressources financières et techniques additionnelles. En tant que point d'entrée de longue date au marc multilatéral pour les acteurs de CD, ART peut certainement appuyer les efforts de GWS pour l'harmonisation, la cartographie et la mobilisation de ressources.

Ceci est possible si GWS, une plateforme thématique vouée à la promotion des partenariats décentralisées pour l'eau et l'assainissement, est entrelacée à ART,

un réseau consolidé multisectoriel d'alliances pour la coopération au développement.

Articuler GWS à travers les marcs d'ART peut considérablement améliorer la valeur ajoutée des deux plateformes, ce qui maximiserait l'impact et bénéficierait les partenaires ainsi que les communautés et contreparties locales. L'Initiative ART peut sans doute enrichir et améliorer GWS grâce à son approche pluri-niveaux et intégrale et à ses outils testés sur le terrain. Ceux-ci offrent leur soutien au DHD, permettent des perspectives à long terme et promeuvent l'efficacité du développement dans ses cinq dimensions³. D'un autre côté, GWS peut tirer profit du savoir spécialisé de ses membres et de ses capacités en tant qu'agent innovateur de mobilisation de fonds. Ce lien contribuerait à donner une voix territoires, à transformer les concepts faits résultats concrets sur le terrain, à améliorer les résultats à travers la mise en commun des ressources, des partenaires, des connaissances

3 Harmonisation, alignement, appropriation, responsabilité mutuelle et gestion par résultats.

et de la mobilisation des ressources endogènes, et à minimiser les interventions fragmentées et éparpillées.

« Il n'est pas nécessaire de créer quelque chose de nouveau ; il faut plutôt utiliser ce qui existe plus efficacement et avec une perspective globale. »

La valeur ajoutée d'interconnecter GWS et l'Initiative ART englobe plusieurs domaines. ART peut contribuer à mieux mettre en valeur GWS et à capitaliser, disséminer et élargir ses résultats et ses bonnes pratiques. Dans les pays où les Programmes cadre existent déjà, GWS peut utiliser les programmes ART comme un marc pour identifier, mettre en œuvre, suivre et contrôler les projets, économisant ainsi temps et coûts, ce qui contribue à réduire le coût de la coopération au développement.

Les Programmes cadre pays constituent le marc opérationnel, administratif et légal pour mettre en œuvre l'approche ART et ses instruments.

Ce partenariat améliorerait aussi l'harmonisation des bailleurs de fonds et des interventions, grâce aux capacités combinées des deux plateformes, par exemple en cartographie et en pouvoir de convocation. De plus, intégrer les interventions de l'eau dans le cadre des processus de développement local contextualisés aux réalités locales assurerait une approche intégrale et transversale de l'eau, contribuant ainsi à l'appropriation et à la soutenabilité de ces projets.

Joindre les efforts de deux larges réseaux de partenariats intensifierait aussi l'effet levier de la CD, puisque ceci déclencherait un processus de multiplication de l'aide, où les petites contributions finissent par générer des apports plus importants.

Finalement, ART et GWS associeraient leurs efforts pour contribuer à intégrer les politiques corporatives et les orientations stratégiques du PNUD en matière de l'eau au niveau local, comme le support à la gestion intégrée de l'eau et l'utilisation efficace de l'eau. Il est évident que la création de partenariats et la coordination des efforts sont essentielles à ces

objectifs: une alliance entre ART et GWS peut appuyer le PNUD à les atteindre.

Le contexte actuel économique et l'arène changeante du développement requièrent une amélioration de l'efficacité et de la qualité des projets de coopération qui visent des objectifs complexes tels que la réalisation des OMD, un agenda post-2015 bien argumenté et le DHD. C'est pourquoi un partenariat entre GWS et ART est à la fois opportun et nécessaire. En effet, l'approche territoriale améliore l'efficacité de la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ainsi que la relation coût-efficacité des interventions. De même, cette approche réduit les risques de fragmentation et de projets sectoriels, ponctuels et qui ne sont pas mis en œuvre dans le cadre des plans de développement locaux. Finalement, une alliance entre GWS et ART offre aux partenaires de l'eau une plateforme plus ample pour articuler des nouvelles alliances, intensifier la mobilisation des ressources, gérer le savoir et en fin de compte, contribuer au droit universel à l'eau et à l'assainissement.



Résidents d'une municipalité rurale et leur nouveau réservoir d'eau, El Salvador (2013).



*Empowered lives.
Resilient nations.*



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC

